

## ARTICLES, Mai 2008

### Pour le 1er mai, un nouveau code du travail pour les salariés

LEMONDE.FR avec AFP | 01.05.08 |

Pour la fête du travail, les salariés français héritent d'un nouveau code du travail qui entre en vigueur jeudi 1<sup>er</sup> mai. Mais la nouvelle bible des salariés et des chefs d'entreprise, censée être plus claire, continue de susciter la méfiance de certains syndicalistes. La refonte du code du travail est le dernier acte d'un chantier titanesque lancé en 2005 par le ministère du travail, avec le concours d'experts, du Conseil d'Etat et des partenaires sociaux. Il s'agissait de rendre plus claire et plus cohérente la présentation de ce code résultant de la lente sédimentation des lois ou décrets adoptés au gré des alternances politiques et des luttes sociales.

#### DE 1891 ARTICLES À PLUS DE 3500

A l'arrivée, le code du travail passe de 1 891 articles à plus de 3 500, une petite révolution pour les praticiens réguliers de la législation, experts-comptables, DRH et élus du personnel, habitués à l'ancienne numérotation. Difficile cependant de faire l'économie d'un immense effort de formation : le ministère a déjà commencé à préparer ses quelque 1 500 inspecteurs du travail au changement. Des dizaines, voire des centaines de renvois inexacts, ont été corrigés, des malfaçons et des termes désuets ont disparu, des dispositions obsolètes ont été expurgées. Le principe de ne pas modifier le droit existant a présidé à ce délicat exercice de réécriture.

#### DE L'IMPÉRATIF À L'INDICATIF

Alors, plus simple, le nouveau code ? Pas si sûr. La CGT, le syndicat le plus critique avec le Syndicat de la magistrature (SM) et celui des inspecteurs du travail (Snutef-FSU), estime que *"loin de faciliter l'accès au droit, le nouveau code introduit des complexités supplémentaires"*. La CGT craint aussi que les choix opérés en matière de plan, de titre, de vocabulaire, de découpage ou de regroupement d'articles puissent inciter les juges à revenir sur des jurisprudences favorables aux salariés.

Parmi les grandes critiques adressées à ce nouveau code, certains se plaignent que les formules impératives aient été mises à l'indicatif. En droit cela ne change rien mais, s'interroge la CGT, *"quand vous lisez 'en cas de licenciement, l'employeur remet un certificat de travail', est-ce que vous comprenez qu'il s'agit d'une obligation stricte ?"* Autre grief majeur, le déclassement de quelque 500 dispositions législatives en partie réglementaire, ce qui les rend modifiables par simple décret.

.....

### SCIENCE / MEDECINE

#### Les révoltés des ondes

LE MONDE 2 | 02.05.08

**En Suède, ils sont reconnus comme électrosensibles : Sylvia, Lars, Per ou Eva sont malades et se protègent. La cause des démangeaisons, des migraines ou des vertiges dont ils souffrent ? Eux accusent les ondes électromagnétiques, les**

## **scientifiques sont divisés. C'est le côté obscur des nouvelles technologies.**

### **Rencontres.**

Avant de prendre le volant de sa Skoda rouge qui file sur les roclades de la banlieue de Stockholm, Ann a passé son casque antiradiations. Une sorte de moustiquaire, dont le grillage en argent la protège des micro-ondes répandues dans l'univers : portables, antennes relais, Wi-Fi... *"Il y a d'abord cette chaleur qui me brûle le visage, et puis viennent les problèmes de concentration, je perds le fil et je perds mes mots, ma pensée devient confuse... Ce n'est pas quelque chose qu'on voudrait voir arriver pendant que je conduis..."* Euh... non, on ne voudrait pas. Ann Rosenqvist Atterbom est *"électrosensible"*. Cette grande femme au visage doux et aux épaules larges, dont les cheveux blonds se sont couverts du gris des années, présente les mêmes symptômes que les enfants des écoles françaises dont on a équipé les toits d'antennes relais. Elle se plaint des mêmes maux que les bibliothécaires de la Ville de Paris après l'installation de bornes Wi-Fi dans leurs locaux au mois d'août 2007 : migraines, érythèmes, nausées, troubles de la concentration, vertiges, palpitations, fourmillements... Partout dans le monde s'élèvent des voix, qui par milliers disent ainsi souffrir du support invisible des nouvelles technologies : les ondes électromagnétiques. La différence, en Suède, c'est qu'on ne dit plus que ces gens sont fous. On a admis depuis longtemps que leur mal était pour eux un handicap et qu'il devait être traité comme tel. En attendant de comprendre pourquoi.

La voiture s'est arrêtée devant un champ où s'éparpillent quelques petits chalets de bois, modestes résidences d'été. Sylvia Lindholm nous attend. Du bouleau brûle dans le poêle et des bougies éclairent la table. Un lit à baldaquin ajoute encore à l'exotisme des lieux, mais pour être blancs et romantiques, ses voiles n'en sont pas moins en fibre spéciale, métallisée, pour bloquer les champs électromagnétiques. Sylvia, 62ans, a passé l'hiver ici en attendant que son appartement soit *"lectro-assaini"* : peintures protectrices, rideaux-boucliers, films écrans sur les carreaux des fenêtres... La ville de Stockholm lui a accordé 18 000 euros pour ses travaux.

Dans la salle du collège où elle continue de travailler, les néons ont été retirés; les élèves, priés de déposer leurs portables au placard. Et tout le monde a été très *"compréhensif"*, dit-elle, du médecin du travail qui l'a diagnostiquée *"électrosensible"* jusqu'au principal du collège, qui lui a facilité la vie... Pour aménager son appartement, Sylvia a fait appel à Lars Rostlund. Autrefois, Lars était un homme comme il faut : ingénieur en électronique, fils d'un cadre dirigeant d'une grande entreprise, il votait tranquillement à droite et avait sa petite société de conseil et d'assistance informatique aux entreprises.

En 1994, alors qu'on vient de lui faire un massage électronique, le voilà qui se sent mal. Le soleil lui brûle les yeux; au bureau, les écrans clignotent; et quand il rentre chez lui, son nez lui signale des odeurs qu'il ne percevait pas auparavant. *"C'était comme d'avoir des superpouvoirs, d'évoluer dans un monde parallèle, un sentiment irréel et effrayant, raconte ce géant jovial. Très vite, j'ai compris le lien avec les ondes électromagnétiques. Après tout c'était ma partie."* Pendant un an, il arrête de travailler, manque de divorcer (*"La cuisine était farcie d'ondes. Je ne pouvais plus faire la vaisselle. Ma femme ne voulait pas me croire..."*), isole son appartement, fait de la gymnastique, essaye des vitamines à hautes doses, voit un psychiatre (*"Je n'ai pas perdu mon temps, j'ai appris des choses sur moi, mais cela n'a aidé en rien pour ce que j'avais."*) et retrouve

suffisamment de forces pour reprendre son travail à mi-temps. Quatre ans plus tard, en visite dans une entreprise, il ne perçoit aucune mauvaise onde et s'en étonne. Il sort son appareil de mesure. Son corps vient de lui mentir! Les taux de radiation sont élevés mais il ne sent rien. Il est guéri.

Depuis, Lars se protège au maximum, vote Verts, et a spécialisé sa société dans la chasse aux champs électromagnétiques : 300 000 euros de chiffre d'affaires par an. Sa femme tient la comptabilité, mais continue de regarder d'un œil méfiant cette clientèle, de plus en plus nombreuse, composée de gens bizarres qui demandent du câble torsadé, des ampoules sans ondes, des appareils de détection, ou des kits mains libres pour téléphones portables dont les câbles sont des tubes en plastique dans lesquels le son, comme dans les stéthoscopes, est véhiculé par l'air.

### **"ON NE MENT PAS"**

Vous les croyez dingues? La réalité est plus effrayante encore : ils sont sensés. Pas de soucoupe volante cachée dans le tiroir, pas de névrose paranoïaque, d'évocation mystique. Non, voilà des gens qui cherchent une explication scientifique à leur douleur et une solution politique à leur situation. Leur association, la FEB, compte 2 500 adhérents et fait partie de la Fédération nationale des handicapés. S'appuyant sur une enquête des années 1990, ils se revendiquent près de 300 000. Mais l'Etat se garde de donner des chiffres, conscient que cela pourrait nuire à l'équilibre de sa balance commerciale : la plus grande entreprise du pays s'appelle Sony Ericsson, l'un des cinq géants mondiaux du téléphone portable.

Rigmor Granlund Lind a 71 ans, et son regard vif brille des mille combats d'une vie. Longtemps militante communiste, responsable syndicale, professeure, elle habite au sud de Stockholm, un petit pavillon de la banlieue mondiale ordinaire. Sur les rayons de la bibliothèque : les envolées anticapitalistes de Noam Chomsky, les poèmes pédagogiques de Makarenko, en russe, annotés à la main, Balzac en français, et toute la littérature sur l'électrosensibilité. *"J'ai commencé par faire de l'apnée du sommeil, j'arrêtais de respirer la nuit, et puis cela a commencé à m'arriver de jour, quand je me servais de l'ordinateur."* Alors, elle et son mari ont coupé l'électricité. Pendant deux ans. *"Si la plupart du temps nos conjoints nous soutiennent c'est qu'ils voient bien qu'on ne ment pas. Si John allumait une lampe dans la cave, il m'entendait crier : Est-ce que tu as remis le fusible numéro 6?"* Elle rit à ce souvenir. *"Quand on a enfin pu rallumer la lumière, ce fut le paradis. On a compris ce qu'avaient dû ressentir les gens le jour où on a découvert l'électricité..."* Aujourd'hui la petite dame aux longs cheveux blancs s'est de nouveau installée devant l'écran de son ordinateur, qu'elle scrute à travers une sorte d'aquarium haut et plat rempli d'eau salée. Et se rend même parfois à Stockholm cachée, comme Harry Potter, sous sa cape d'invisibilité : un élégant poncho noir avec une capuche qu'elle s'est fabriquée elle-même. Dans la doublure, une feuille de ce tissu métallisé qui arrête les ondes.

### **"STRESSOSENSIBLES"**

Dans sa bibliothèque, Rigmor attrape un livre. Titre : *L'Hypersensibilité dans un environnement de travail*. Sous-titre : Comment une entreprise prend en main une question environnementale émergente. Editeur : Ellemtel, une ex-filiale d'Ericsson. Un

livre d'un autre temps. 1993. Cette année-là, quarante-neuf ingénieurs de haut niveau travaillant dans les laboratoires du géant suédois tombent malades. Electrosensibles. L'entreprise dépense beaucoup d'argent et d'intelligence pour assainir leur environnement et leur permettre de revenir au travail. Ce livre, aujourd'hui introuvable, glorifiait cette démarche. Mais les temps ont changé. Per Segerbäck, qui dirigeait l'une des équipes et figurait parmi les plus atteints, a été remercié : il ne sortait plus de chez lui sans une combinaison qui le faisait ressembler à un astronaute et était devenu une figure médiatique encombrante.

La force des électrosensibles suédois, c'est qu'ils étaient là avant l'avènement du téléphone portable et de la Wi-Fi. A une époque où revendiquer cette maladie n'était pas une menace pour l'industrie. Depuis les autorités ont compris leur erreur. *"Ces gens sont malades, il n'y a pas de doute là-dessus... Mais il n'y a aucune preuve scientifique que ces symptômes soient causés par les champs électromagnétiques."* Petit, un air triste et désolé, *"l'ange du diable"* – comme quelqu'un l'a un jour baptisé sur Internet – glisse en Birkenstock sur les dalles en plastique du SSI, l'organisme d'Etat chargé de la protection contre les radiations. Lars Mjõnes fait un sale métier : il est l'apôtre du tout-va-bien qu'on envoie dans les réunions publiques affronter les militants des Vagbrytaren, les *"briseurs de vagues"* qui s'opposent à la construction d'antennes relais. *"Quand de nouvelles techniques apparaissent, dit-il, les gens ont peur. Il y a d'abord eu la peur des ordinateurs, puis des portables, de la technologie 3G, de la Wi-Fi... Ces gens perdent le sommeil. Leur système nerveux s'affaiblit. Ils deviennent stressosensibles."* Un déni officiel ponctué en permanence par un *"...mais quelles que soient les causes, nous devons aider ces gens. Il est important qu'ils soient pris en charge au niveau social et médical..."*.

C'est que la Suède est le pays qui a inventé l'*"ombuds-man"*, le médiateur, ce représentant des citoyens devant l'administration. Ici tout part de l'individu, de son droit inaliénable au bonheur et à la santé. Alors pour lutter, Lars Mjõnes se fait roseau : laisser dire et continuer à faire. Et si ces gens avaient raison? *"Ah oui... c'est sûr... il faudrait changer beaucoup de choses..."*

## **PSYCHOSE COLLECTIVE**

*"L'explication la plus répandue est qu'il s'agit d'une psychose collective orchestrée par les médias et Internet. Pourtant les rats ne lisent pas Le Monde et néanmoins ils réagissent"*, ironise le professeur Olle Johansson en parcourant le laboratoire de neurologie expérimentale du Karolinska Institute, à Stockholm, où il officie depuis plus de trente ans. En 1989, Olle Johansson a 36 ans. A cette époque, alors que les PC se multiplient, on signale de nouvelles pathologies. Les téléphonistes qui ont troqué leur standard contre un écran sont parmi les premières à se plaindre de chaleur et d'érythème au visage.

La faute aux ondes électromagnétiques ? Pour étudier la question, la Suède lance le projet Göteborg qui réunit psychiatres, chimistes, immunologistes, médecins... Sur la table, Olle Johansson a posé trois photos de morceaux de peaux vus au microscope. *"Sur la photo A, on a l'image d'une peau normale; sur la photo B, l'individu est atteint de rosacée, une maladie fréquente qui présente des signes cliniques semblables aux symptômes en question; enfin la photo C montre la peau d'une des personnes concernées... Nous avons soumis ces trois prélèvements à différents marqueurs : le PGP*

*9,5, une protéine neuronale, le PNMT, un enzyme, et enfin la protéine S-100. Que découvre-t-on?, interroge-t-il en sortant de nouvelles photos. Premièrement, que les trois images diffèrent. Il s'agit donc d'une maladie spécifique. Ensuite, que chez les personnes atteintes, les cellules dendritiques ont une forme beaucoup plus ronde et semblent avoir tendance à fuir l'épiderme comme si autrement elles allaient se diviser. Or la division cellulaire, la mitose, est le tout premier pas vers un cancer... Bien sûr, ce n'était que des spéculations, mais quand nous avons découvert cela, nous étions sous le choc. Nous n'étions pas préparés..."* Olle Johansson donne un nom à cette maladie : la dermatite de l'écran.

Quand, à la réunion bilan, il annonce sa découverte, les scientifiques se regardent, disent qu'il faut voir, se revoir. Mais le temps passe et ladite réunion ne vient pas. Olle Johansson finit par téléphoner, pour s'entendre répondre : *"La réunion a bien eu lieu. Mais vous ne faites plus partie du projet."* Ainsi découvre-t-on un jour qu'on a franchi la ligne jaune. Qu'on est passé du côté des pestiférés. Derrière son sourire malin, l'œil s'embue. Pourtant l'homme aime se battre. Les planches de photos, les rapports, les preuves dégueulent littéralement de ses dossiers. Rien n'y fait. Aujourd'hui Olle Johansson n'a plus de budget pour ses recherches.

## **VILLAGES "LIBRES D'ONDES"**

Difficile de s'y retrouver dans ce brouillard scientifique. D'un étage du Karolinska à l'autre, les discours s'inversent. D'un côté, ceux – et ils sont de plus en plus nombreux, en Suède, en Allemagne, en Australie, aux Etats-Unis – qui voient des anomalies partout : impact sur la peau, sur le sperme, sur la production de sérotonine, un neuromodulateur du système nerveux, sur les barrières immunitaires, sur la disparition des insectes... De l'autre, ceux qui expliquent qu'ils ont beau chercher, ils ne voient rien du tout, que *"rien ne permet de conclure"*, qu'il s'agit d'une grande peur millénariste comme on en a vu tant éclore. Olle Johansson se désole : *"Quand bien même il n'y aurait qu'une seule étude alarmante face à des centaines qui ne montrent rien, ce serait celle-là qui devrait nous intéresser. Ce ne sont pas les milliers de décollages réussis du Concorde qui retiennent l'attention des experts de la sécurité mais les trente accidents."*

Difficile de ne pas remarquer en tout cas que la majeure partie des crédits alloués aux équipes de recherche va à ceux qui pensent que les ondes sont inoffensives. Et que ce sont les mêmes noms que l'on retrouve un peu partout dans les collèges d'experts... Est-ce parce qu'ils sont dans la vérité? Ou parce que leurs conclusions sont bonnes pour l'économie? *"L'industrie finance 50 % des recherches, mais cela se fait via des structures internationales qui décident à qui cet argent va être attribué. Qu'on ne vienne pas nous accuser de diriger la recherche!"*

Dans ses locaux design et confortables, une tasse de café noir à la main, Mats Holme sourit. L'homme lige de toute l'industrie des télécommunications en Suède – Sony Ericsson, Nokia, Motorola, Samsung... – est innocent. De tout. Il n'est pour rien dans le fait que les projets de création de villages *"libres d'ondes"* réclamés par les électrosensibles capotent les uns après les autres. Comme à Degerfors, à l'ouest de Stockholm : *"Je n'ai fait qu'envoyer un dossier d'information à l'organisme d'Etat chargé de l'aide aux réhabilitations d'immeubles. Après, ce qu'a fait la mairie, ce n'est pas de mon ressort..."* Il n'y est pour rien si les taux de radiations autorisés sont jugés trop

élevés par les électrosensibles : *"Ces taux sont décidés par un collège d'experts internationaux." Qu'on le comprenne bien, ce qu'il veut, ce que l'industrie veut, c'est aider ces gens. En ne les croyant pas. "C'est un service qu'on leur rend; sinon ils vont se morfondre sans chercher les vraies raisons de leur mal. D'ailleurs, moi aussi je souffre, dans ma maison de l'archipel [un ensemble d'îles protégées à quelques encablures de Stockholm où les riches ont leurs villégiatures], j'ai du mal à capter."*

### "EXCLUS DE LA SOCIÉTÉ"

Pendant ce temps-là, dans la forêt, Eva attend un secours qui ne vient pas. La campagne est doucement vallonnée. A perte de vue, le blanc des bouleaux et le vert des épicéas, le jaune paille de l'herbe macérée par la neige et le marron gras des terres fraîchement labourées, le rouge bordeaux des maisons de bois et le bleu profond des lacs. Dans cette immensité, de loin en loin, une antenne s'élève vers le ciel. Pour arriver chez Göran Svardstrom et Eva, il faut prendre, à travers la forêt, une petite départementale, puis une route non goudronnée et enfin descendre jusqu'au lac sur un chemin. Là, tout est calme et ordonné. Comme en suspension dans le temps et l'espace. Quelques maisons blotties sous les arbres. Un pré qui glisse vers la surface des eaux gelées. Merveilleux... *"Une merveilleuse prison", soupire Eva.*

Les premiers symptômes sont apparus il y a quatorze ans, mais c'est seulement il y a huit ans, quand elle n'a plus supporté de vivre dans la petite ville où elle enseignait les sciences naturelles, qu'Eva et son mari sont venus habiter ici. *"J'avais eu ma première crise : quelqu'un a utilisé un portable, mon cœur s'est mis à battre, et j'ai senti que j'allais m'évanouir."* Le chalet est austère, sans eau ni électricité. Mais elle s'y sent mieux. Lui, qui est spécialiste en chauffage, a installé ses bureaux un peu plus haut près de la route. Avec l'isolement, la santé s'est améliorée. Pourtant, elle, la fille de paysan de l'extrême nord, habituée à la rudesse des jours trop courts, dépérit. *"Quand on est en prison, on sait qu'on va sortir un jour; moi, non! Je ne peux pas vivre dans une cage. Ce n'est pas une vie, c'est une survie. Nous avons été exclus de la société."*

Pour aller chercher de l'eau, il faut passer le petit sauna installé dans un chalet en contrebas, marcher une dizaine de mètres sur la glace et soulever un couvercle au-dessus du trou qui plonge sous la surface gelée du lac. En janvier, Eva s'est cassé le bras. Elle a dû aller à l'hôpital. Médecins et infirmières ont tout fait pour la mettre à l'aise. Mais quatre jours plus tard, elle a été prise d'une crise terrible : le cœur, des fourmillements, et l'impression que ses membres ne répondaient plus. Cheveux, pupilles, vêtements : Eva et Göran sont comme délavés. Il y a des larmes dans leurs yeux. *"Oui, je crois que je peux mourir", dit-elle.*

La lèvre supérieure de Göran, elle, est agitée d'un tremblement de colère, d'impuissance et d'amour. En face de chez eux, à moins de deux kilomètres, sur la colline de l'autre côté du lac, une nouvelle antenne a surgi il y a trois ans. Ni la pétition, ni le blocage des bulldozers par les riverains inquiets n'y ont fait. Année après année, le progrès continue de repousser chaque fois un peu plus loin dans les forêts quelque 500 *"réfugiés environnementaux"* exilés dans leur propre pays. *"Il est tellement évident que quelque chose ne va pas. Et que les autorités ne nous prennent pas au sérieux... Les gens m'appellent, me disent : Aidez-moi! Je crois que je vais me tuer! Qu'est-ce que je peux leur répondre? Qu'est-ce que je peux leur répondre?"*

La voix de Göran s'essouffle : *"Nous avons besoin de repos... S'il vous plaît, rendez-nous nos vies."* La neige a recommencé de tomber, noire et humide. Ces gens-là se trompent peut-être. Mais ils ne trichent pas. *"Je les compare souvent aux canaris qu'on gardait dans les mines, soupire le professeur Olle Johansson. Quand les oiseaux mouraient c'était signe qu'il n'y avait plus d'oxygène et qu'il fallait se dépêcher de fuir."*

## **De notre envoyé spécial en Suède, Laurent Carpentier**

\*\*\*\*\*

## **LIBERTES**

### **Journée de la liberté de la presse : RSF dresse une liste des points noirs en Europe**

LEMONDE.FR | 03.05.08 |

A l'occasion de la 18<sup>e</sup> journée internationale de la liberté de la presse, samedi 3 mai, l'association Reporters sans frontières (RSF) a publié [une rapport](#) sur les violences commises contre des journalistes dans plusieurs pays de l'Union européenne, estimant que si *"la liberté de la presse est une réalité au sein de l'UE"*, plusieurs phénomènes, notamment la concentration *"excessive"* des médias dans certains pays, la protection des sources et les pressions exercées sur les journalistes, posent encore problème.

#### **"VIGILANT FACE À LA CONCENTRATION DES MÉDIAS"**

*"Aucun journaliste assassiné sur l'ordre d'un Etat, aucun emprisonné et la censure officielle a disparu"* dans les pays de l'Union, se réjouit RSF dans ce document. Pour autant, *"il faut se montrer vigilant face à la concentration des médias, excessive dans quelques pays"*, note l'association, qui regrette également que *"des journalistes peuvent toujours être contraints, par une mise en examen ou une garde à vue si nécessaire, de révéler leurs sources"*.

Tout en expliquant qu'il est impossible de recenser de manière exhaustive toutes les pressions, intimidations et agressions auxquelles font face les journalistes, RSF affirme que *"ces faits, d'une particulière gravité, existent aujourd'hui"* dans l'espace européen. Elle rappelle en outre que neuf journalistes dans le monde ont été tués en 2008 et que *"plus de 130 journalistes sont détenus"* dans des prisons.

Le rapport de RSF pointe plusieurs situations qu'il considère comme grave chez les Vingt-Sept. Au Danemark, des islamistes fondamentalistes menacent de mort des journalistes et caricaturistes alors qu'en Irlande, ceux qui enquêtent sur les groupes paramilitaires s'exposent à de lourdes représailles. En France, c'est dans les banlieues des grandes villes que les journalistes prennent des risques, car les vols de matériel, accompagnés d'agressions, parfois violentes, sont nombreux.

#### **LA MAFIA EN ITALIE, L'ETA EN ESPAGNE**

En Espagne, c'est l'ETA qui continue de faire peser de lourdes menaces contre les journalistes, dont beaucoup sont obligés de travailler sous protection policière. Cité dans le document, Gorka Landaburu, directeur de l'agence EIG et de la revue [Cambio 16](#), estime que la situation est moins dangereuse qu'elle ne l'était au début des années 2000, mais reste toujours "difficile à qualifier". "La rupture de la trêve par l'ETA est préoccupante. Les journalistes sont de nouveau un objectif", explique M. Landaburu.

Enfin, les journalistes italiens qui s'intéressent de trop près à la Mafia sont particulièrement visés. Le cas de Lirio Abbate, correspondant à Palerme de l'agence de presse italienne ANSA, est "emblématique" selon RSF. Victime d'une tentative d'assassinat et menacé publiquement par un chef mafieux, l'auteur du livre *I Complici* (Les complices), qui a mis à jour les liens étroits entre le monde politique sicilien et la mafia, est fataliste.

"Depuis dix ou quinze ans, les chefs mafieux ont changé. Ils savent à quel point l'information est importante et doit être manipulée. La violence n'est qu'une partie des pressions", explique-t-il. "Si le journaliste décortique ses activités, explique comment le mafieux gère son business et s'enrichit, alors là, il est menacé".

---

## **M. Kouchner rappelle l'attachement de Paris "au respect de la liberté de la presse"**

Le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a rappelé, samedi 3 mai, "l'importance que la France attache au respect de la liberté de la presse". "Dans cette période troublée où les atteintes à la liberté de la presse sont trop nombreuses, je tiens à saluer le métier de journaliste et à rappeler l'importance que la France attache au respect de la liberté de la presse", déclare le ministre dans un communiqué diffusé à l'occasion de la 18<sup>e</sup> journée internationale de la liberté de la presse, rendant également hommage aux journalistes "qui ont payé de leur vie, depuis le début de l'année, leur volonté d'exercer pleinement leur mission d'information". -(AFP)

\*\*\*\*\*

**source multimédia**

## **Les étapes de la construction européenne**

Déclaration Schuman du 9 mai 1950, traité de Rome, accords de Schengen, mise en place de l'euro... Découvrez à l'occasion de la journée de l'Europe du 9 mai les principales étapes de la construction européenne sur le site "[www.touteurope.fr](http://www.touteurope.fr)".

Par le biais notamment d'une frise chronologique multimédia, vous pourrez retrouver les principales dates et les principaux personnages de la construction européenne depuis les origines de l'idée européenne jusqu'aux derniers élargissements à la Bulgarie et à la Roumanie. Actuellement, les 27 pays membres de l'Union européenne (UE) constituent un

espace de près de 492 millions d'habitants pour environ 4 280 000 km<sup>2</sup>. Les Etats candidats sont aujourd'hui la Croatie, la Turquie, et l'ancienne république yougoslave de Macédoine. L'affichage de l'animation multimédia nécessite néanmoins que l'extension "Flash v.8" soit installée sur votre ordinateur (elle peut être téléchargée gratuitement).

Ce site est réalisé par le Centre d'information sur l'Europe qui a pour mission d'apporter au public une information pluraliste sur l'UE, son fonctionnement et son actualité tout en favorisant le débat sur les questions européennes.

### Liens contextuels

- Toute l'Europe  
[Les étapes de la construction européenne](#)

cliquez au dessus ou utiliser ce lien.

<http://www.touteurope.fr/fr/histoire/dates-cles/frise-historique-multimedia.html>

\*\*\*\*\*

## FAIM DANS L'EMONDE

Point de vue

### La nouvelle donne alimentaire mondiale, par Robert B. Zoellick

LE MONDE | 10.05.08 | 13h54 • Mis à jour le 11.05.08 | 10h39

ces images troublantes devraient pousser à l'action la communauté internationale : émeutes en Haïti, manifestations en Egypte, violences dans de nombreux autres pays, toutes provoquées par la hausse des prix des denrées alimentaires. Selon les estimations du groupe de la Banque mondiale, le doublement des prix alimentaires sur les trois dernières années pourrait aggraver la situation de pauvreté que vivent 100 millions de personnes dans les pays à faibles revenus. Et il ne s'agit pas d'un problème passager : réalités démographiques, évolution des comportements alimentaires, prix de l'énergie, culture des biocarburants et changements climatiques, laissent craindre une hausse durable des prix alimentaires.

Depuis 2005, les prix des denrées alimentaires de base ont grimpé de 80 %. Si douloureuse que soit cette évolution pour le consommateur européen, elle est encore plus dévastatrice pour les populations les plus pauvres au monde : des enfants, âgés parfois de 4 à 5 ans, forcés de fuir la sécurité de leur communauté rurale ; des mères, qui n'ont plus de quoi nourrir leurs bébés. Pour ces familles, la nourriture représente de 50 % à 75 % de leur consommation, et aucune marge n'existe pour garantir leur survie.

Pour aider les plus exposés, le groupe de la Banque mondiale sollicite une nouvelle donne pour la politique alimentaire mondiale. Cette nouvelle donne devrait porter non seulement sur la faim et la malnutrition, l'accès à la nourriture et aux sources d'approvisionnement, mais aussi sur leurs interconnexions avec l'énergie, les rendements productifs, le changement climatique, les

investissements, la marginalisation des femmes, la croissance et la résistance d'une économie, entre autres.

La première étape serait de répondre aux besoins les plus immédiats. Il faut au Programme alimentaire mondial des Nations unies au moins 488 millions d'euros en denrées alimentaires supplémentaires pour faire face à la situation d'urgence. Les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, et d'autres pays, doivent agir immédiatement pour combler ce fossé, sous peine de voir de nombreuses autres personnes souffrir et mourir de faim.

L'envolée des prix des denrées alimentaires a contribué à une plus grande prise de conscience des immenses défis que soulèvent la lutte contre la faim et la malnutrition, responsables de la mort d'environ 3,5 millions d'enfants de moins de 5 ans chaque année. Plus de 20 % des décès maternels sont liés à la malnutrition et à son impact sur les défenses immunitaires. La faim et la malnutrition sont une cause, pas simplement une conséquence de la pauvreté.

Dans le cadre de cette nouvelle donne, il importe de passer d'une aide alimentaire traditionnelle à une conception élargie de l'assistance alimentaire et nutritionnelle. Bien souvent, c'est de l'argent ou des bons d'échange, plutôt qu'un approvisionnement en denrées elles-mêmes qui sont nécessaires pour permettre à cette aide de développer les marchés alimentaires et la production agricole au niveau local. Lorsque les denrées viennent à manquer, les acheter auprès d'agriculteurs locaux contribue à consolider les communautés concernées. Les programmes de repas scolaires permettent d'attirer les enfants dans les écoles et d'instruire des enfants en bonne santé, d'autres programmes offrent également de la nourriture aux parents.

Le groupe de la Banque mondiale peut apporter sa contribution en soutenant les mesures d'urgence favorables aux populations pauvres, tout en encourageant les mesures incitant à la production et à la commercialisation de nourriture dans le cadre d'un développement durable. Des pays aussi différents que le Bhoutan et le Brésil ont des programmes d'assistance alimentaire en faveur des groupes vulnérables. Le Mozambique et le Cambodge ont recours à des programmes de travaux publics en contrepartie de nourriture, et développent ainsi des routes, des puits et des écoles. L'Egypte et l'Ethiopie, mettent en place des transferts d'argent conditionnés à des mesures d'autoassistance comme l'envoi des enfants à l'école.

Nous allons travailler avec nos pays membres, en Afrique notamment, ainsi qu'avec les institutions partenaires, pour transformer la hausse de la demande de nourriture en une opportunité de progrès. Nous pouvons contribuer à l'émergence d'une "révolution verte" en Afrique subsaharienne, en soutenant les pays dans le développement de leur productivité sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole, et en aidant les petits exploitants agricoles à sortir du cycle de la pauvreté.

Nous doublerons pratiquement nos prêts pour l'agriculture en Afrique, les portant de 450 millions de dollars à 800 millions, et nous pouvons apporter une aide à la gestion des risques systémiques, comme les sécheresses, aussi bien au niveau des pays qu'au niveau des exploitants. Nous pouvons offrir un accès aux sciences et technologies favorisant l'augmentation des rendements. Grâce à la Société financière internationale, branche de la Banque mondiale pour le secteur privé, nous démultiplierons le soutien, sous forme de conseil et d'investissement, aux activités agricoles en Afrique et dans le monde.

Pour générer un impact maximal, il nous faudra intégrer et mobiliser les soutiens de tous nos partenaires, y compris la Fondation Gates, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial et le Fonds international pour le développement agricole, mais aussi les autres banques multilatérales de développement, les instituts de recherche agricole, les pays en développement disposant d'une grande expérience de l'agriculture, et les acteurs du secteur privé.

Une nouvelle donne pour la politique alimentaire mondiale contribuera à un développement durable et largement partagé. Elle profitera à tous, que ce soit dans les pays pauvres, dans les pays à revenus intermédiaires, ou dans les pays développés. Dans la lutte contre la pauvreté, les progrès de l'agriculture ont un impact trois fois plus important que ceux des autres secteurs. Environ 75 % des populations pauvres dans le monde sont des populations rurales, et la plupart vivent de l'agriculture. En collaboration avec nos partenaires, nous pouvons alléger le fardeau que les prix élevés de l'alimentation font peser sur les populations les plus vulnérables au niveau mondial.

Robert B. Zoellick est président de la Banque mondiale

\*\*\*\*\*

## CONSOMMATION

Compte rendu

### Les pesticides omniprésents dans l'alimentation, en France

LE MONDE | 07.05.08 |

L'importance de l'exposition aux pesticides, notamment par voie alimentaire, est mise en évidence par deux études. La première, réalisée par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et publiée fin avril, montre que 6 % des fruits et légumes testés présentaient des teneurs en pesticides dépassant la limite maximale de résidus (LMR). La seconde, présentée mercredi 7 mai par l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), conclut que *"les enfants franciliens sont exposés à des pesticides variés, dont certains interdits depuis plusieurs années, alors que leurs parents ne sont pas professionnellement exposés"*.

Sur les 3 500 échantillons de fruits et légumes prélevés en 2006 par la DGCCRF, 55,6 % ne contenaient pas de résidus de pesticides. Des teneurs inférieures à la LMR ont été détectées dans 38,4 % de ces échantillons.

Mais, pour les légumes, 6,3 % des échantillons sont non conformes, car excédant la LMR. *"Les dépassements concernent essentiellement les poivrons et piments, les lentilles et les aubergines"*, précise la DGCCRF, qui indique que *"les salades, les pommes de terre, les endives, les carottes et les tomates ont un taux de dépassement de la LMR inférieur à la moyenne"*.

Les pesticides sont plus fortement présents dans les fruits : 58,6 % des échantillons comportaient des résidus à des teneurs inférieures au maximum autorisé et 5,5 %

étaient non conformes. *"Les dépassements concernent essentiellement les fraises, les mandarines, les poires. Les oranges, les avocats et les pommes ont un taux de dépassement de la LMR inférieur à la moyenne"*, note la DGCCRF.

Le pourcentage de non-conformité a très légèrement diminué par rapport à l'année précédente, passant de 6,7 % à 6 %, mais les données de l'année 2004 indiquaient un taux de 3,9 %. Pour François Veillerette, président du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF), ces chiffres *"montrent l'urgence de mettre en application la mesure de réduction de l'usage des pesticides prise dans le cadre du Grenelle"*.

L'étude de l'Ineris, réalisée avec l'université Paris-V, a évalué l'exposition aux pesticides de 130 enfants répartis dans l'Ile-de-France, 73 vivant en pavillon et 57 en appartement. Un total de 31 composés (insecticides, herbicides et fongicides) a été pris en compte et les prélèvements ont été effectués dans l'air, sur les poussières au sol et sur les mains des enfants. Les produits du métabolisme des insecticides ont été recherchés dans les urines.

Au moins un produit de type pesticide se trouvait dans 94 % des logements : insecticide dans 93 % des cas, fongicide pour les plantes dans 30 % des cas et herbicide dans 32 %. Le lindane, un insecticide désormais interdit en France, était le pesticide le plus fréquemment retrouvé dans l'air (88 % des logements).

Le fait le plus marquant porte sur les pesticides organophosphorés : 70 % des enfants excrétaient au moins l'un des six métabolites urinaires des organophosphorés, alors que ceux-ci étaient détectés moins fréquemment dans l'environnement intérieur.

*"Cela peut signifier qu'il existe une autre source d'exposition que celles que nous avons recherchées. Cela pourrait être la voie alimentaire, indique Olivier Blanchard, responsable de l'étude. Des prélèvements alimentaires seraient donc indispensables pour passer au stade des certitudes sur la voie alimentaire d'exposition aux pesticides."*

**Paul Benkimoun**



## **ENVIRONNEMENT**

### **L'actuel taux de CO<sub>2</sub> est le plus élevé depuis 800 000 ans**

LE MONDE | 15.05.08 |

Depuis 800 000 ans au moins, les concentrations de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et de méthane (CH<sub>4</sub>) n'ont jamais été aussi élevées. Ce fait était fortement pressenti par les scientifiques ; il relève désormais de la certitude. Les chercheurs du projet Epica (European Project for Ice Coring in Antarctica) ont publié, jeudi 15 mai, dans la revue *Nature*, l'analyse des derniers mètres de la grande carotte de glace du site de Dôme C,

en Antarctique. Les 3 060 premiers mètres donnaient jusqu'ici 650 000 ans d'archives climatiques. En forant 200 mètres plus bas, les glaciologues ont poussé cet enregistrement jusqu'à environ 8 000 siècles.

Les paramètres orbitaux de la Terre varient à intervalles de temps réguliers. Ces variations changent l'insolation de la planète et entraînent une alternance entre périodes glaciaires et interglaciaires (la Terre est entrée dans l'une de ces dernières il y a quelque 10 000 ans).

*"Puisque ces cycles glaciaire-interglaciaire durent environ 100 000 ans, nous avons désormais accès à huit cycles complets, dit Dominique Raynaud, membre du comité scientifique du projet Epica. Ce long enregistrement confirme le lien étroit entre teneur en gaz à effet de serre et températures." Lorsque le changement d'insolation introduit un début de réchauffement, la teneur en gaz à effet de serre augmente, et ce sont ces gaz qui contribuent de façon majeure à la montée des températures... jusqu'au prochain âge glaciaire.*

L'enregistrement publié donne la mesure des bouleversements actuels. Depuis 800 000 ans et jusqu'à une période récente, la concentration de gaz carbonique n'a oscillé qu'entre 172 et 300 parties par million (ppm) ; elle est aujourd'hui de 385 ppm. Quant à la teneur en méthane, elle a varié entre 350 et 800 parties par milliard (ppb). Elle est aujourd'hui de 1 770 ppb.

Ces nouvelles archives climatiques donnent d'autres informations. Par exemple, explique Jérôme Chappellaz (Laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement), coauteur de ces travaux, *"on retrouve, dans les niveaux de méthane mesurés dans la glace de l'Antarctique, la signature d'événements de réchauffements brefs et intenses très marqués au Groenland, dont certaines régions ont gagné 16 °C en quelques décennies, avant de se refroidir progressivement"*.

Les carottes de glace du Groenland ne permettent pas de remonter assez loin dans le temps pour avoir des certitudes sur ces phénomènes. Mais l'analyse de la carotte de Dôme C montre, selon M. Chappellaz, que *"ces événements ne surviennent que pendant les périodes glaciaires et jamais au cours des interglaciaires"*. Il eût été tentant d'attribuer le réchauffement actuel à l'un de ces événements ; ce ne peut être le cas.

**Stéphane Foucart**

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE**

### **Dessalement de l'eau de mer : un marché très prometteur**

LE MONDE | 15.05.08 |

Confrontés à une pénurie des ressources en eau douce due à des pluies trop rares et à des nappes phréatiques en déclin, de plus en plus de pays s'adonnent au dessalement de l'eau de mer. Sur le pourtour de la Méditerranée, plusieurs Etats ont fait des investissements importants dans ce domaine, tels l'Algérie, la Libye, l'Espagne et Israël. C'est aussi le cas des pays du Golfe, de la Chine, de l'Inde, de la Californie et de l'Australie, sans compter de nombreuses îles.

*"Le marché du dessalement de l'eau de mer va exploser dans les années à venir", explique Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez Environnement. Car "la ressource en eau douce va devenir de plus en plus rare. L'augmentation démographique dans les villes côtières et l'accentuation du stress hydrique dans plusieurs régions du globe en raison du réchauffement climatique expliquent cette progression".*

## **DOUBLEMENT DE LA PRODUCTION**

Actuellement, plus de 50 millions de mètres cubes d'eau dessalée, dont 15 % issus de l'eau saumâtre, sont produits tous les jours dans le monde (l'eau de mer contient en moyenne 35 g de sel par litre, contre de 1 à 10 g pour les eaux saumâtres). En 2016, la production devrait doubler et atteindre plus de 109 millions de mètres cubes par jour, soit 109 fois ce que la région parisienne consomme quotidiennement. La croissance pourrait être encore plus rapide que prévu, dans un marché où la capacité des usines ne cesse d'augmenter : des unités produisant 1 million de mètres cubes par jour sont en projet.

Bien que les coûts de production aient été divisés par deux, le dessalement reste encore trop cher pour les pays pauvres ou dépourvus de gaz ou de pétrole. *"Le prix de l'eau en sortie d'usine est de 0,4 à 0,8 euro le mètre cube produit par le procédé d'osmose inverse, et de 0,65 à 1,8 euro le mètre cube par la distillation thermique",* explique-t-on chez Degrémont, filiale de Suez Environnement. Aussi, spécialistes de l'eau et scientifiques estiment qu'il faut commencer par une économie des ressources d'eau douce, en limitant par exemple les pertes dans les canalisations. Celles-ci peuvent atteindre 50 % dans certains pays, alors qu'en France les bons réseaux affichent de 5 à 10 % de perte. Le traitement des eaux usées pour une réutilisation dans l'irrigation contribue également à une meilleure gestion, l'agriculture étant la principale consommatrice d'eau douce (71 % du total).

A l'avenir, *"l'eau va devenir un problème crucial, qui butera sur le coût de l'énergie, indispensable au dessalement de l'eau de mer ou de l'eau saumâtre",* précise Michel Dutang, directeur de la recherche et du développement de Veolia Environnement, leader du marché (14,5 %). Certes, la consommation d'énergie dans ce domaine a été divisée par quatre en vingt ans, mais les rendements doivent être encore améliorés. *"Le but de la recherche est d'économiser l'énergie lors du processus de dessalement",* ajoute Michel Dutang.

Il ne faut pas non plus négliger les problèmes liés à l'environnement. Le Fonds mondial pour la nature (WWF), qui a présenté un rapport, en juin 2007, sur cette question (*"Desalination : option or distraction for a thirsty world ?"*), s'alarme d'un développement anarchique de cette technologie. Selon le WWF, elle consomme beaucoup d'énergie et

émet des gaz à effet de serre. Elle peut aussi avoir un impact négatif sur le milieu marin, car elle rejette localement des saumures en mer.

Françoise Elbaz-Poulichet, scientifique du laboratoire Hydrosociences (CNRS) à l'université de Montpellier, souligne que cet ajout de sel risque de modifier la chimie de l'eau côtière, surtout si les unités de dessalement sont proches les unes des autres. *"Ce qui aura des effets sur la faune et la flore, qui se sont adaptées à une salinité particulière."* Les industriels tentent de contrecarrer ces effets en utilisant des diffuseurs qui diluent rapidement la salinité, en tenant compte des flux marins.

Christiane Galus

\*\*\*\*\*

## INFORMATION

Edito du Monde

### Liberté d'informer

LE MONDE | 16.05.08 | 14h13

Le projet de loi sur la protection des sources des journalistes, que l'Assemblée nationale a adopté en première lecture jeudi 15 mai, est un projet boomerang. Il s'est retourné, politiquement, contre ses auteurs, a priori bien intentionnés. Il ne satisfait pas les professionnels de l'information, très réservés sur sa rédaction. Il heurte surtout l'idée que l'on se fait de la liberté de la presse dans un pays démocratique.

La loi française ne reconnaît pas, actuellement, aux journalistes un droit au secret professionnel. Mais simplement un droit au silence lorsqu'ils sont entendus par un juge d'instruction. Ce droit est bafoué lorsqu'un magistrat instructeur procède, comme la loi l'y autorise, à une perquisition dans les locaux d'un journal. C'est ce qui s'est passé en janvier 2005 au *Point* et à *L'Equipe*, dont les journalistes enquêtaient sur le dopage dans le milieu du cyclisme.

La Cour européenne des droits de l'homme a posé, il y a douze ans déjà, un principe intangible qui permet aux journalistes de ne pas révéler leurs sources. Elle a, depuis, affiné sa jurisprudence, en donnant raison au *Canard enchaîné*, qui, en 1989, avait publié l'avis d'imposition de Jacques Calvet, alors PDG de Peugeot-Citroën. Il était temps que la France se plie à cette jurisprudence et à l'esprit, sinon à la lettre, de la convention européenne des droits de l'homme.

C'est l'objet du texte défendu jeudi par Rachida Dati, la garde des sceaux. Ce texte affirme que *"le secret des sources des journalistes est protégé afin de permettre l'information du public sur les questions d'intérêt général"*. Mais il limite aussitôt la portée de ce principe en précisant que ce secret ne s'applique plus lorsqu'un *"impératif prépondérant d'intérêt public"* le justifie. Notion floue, qui ouvre la porte à toutes les interprétations, voire à tous les abus.

La discussion de ce texte tombe mal. Elle survient quelques jours après les philippiques de Nicolas Sarkozy et de plusieurs de ses proches contre le prétendu manque d'objectivité de l'Agence France-Presse. Le chef de l'Etat ne porte pas, ou plus, les journalistes dans son coeur : c'est son droit. Il devrait au moins, au poste qu'il occupe, respecter leur mission, et repenser au plus vite ce texte, puisqu'il est encore temps.

\*\*\*\*\*

## LIBERTES

### La CNIL veut inscrire dans la Constitution la protection des données personnelles

LEMONDE.FR avec AFP | 16.05.08 |

A l'occasion de la présentation du 28e rapport annuel de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), vendredi 16 mai, son président Alex Türk a milité pour que le préambule de la Constitution, qui rappelle les droits fondamentaux, garantisse la protection des données personnelles. *"Du lever au coucher, nous sommes tous plus ou moins soumis"* à *"un double traçage"*, a-t-il résumé lors d'une conférence de presse : *"un traçage dans l'espace"*, à travers le développement des systèmes de biométrie, de vidéosurveillance ou de géolocalisation, qui *"met en cause la liberté d'aller et venir"* ; et *"un traçage dans le temps"*, permis par les moteurs de recherche ou les réseaux sociaux sur Internet, qui *"met en cause la liberté de pensée et d'expression"*. Alex Türk a cité l'exemple de déclarations anciennes exhumées sur la Toile qui *"vous obligent de justifier à 50 ans ce que vous avez dit à 20 ans"*.

Parmi ses *"propositions aux pouvoirs publics"*, l'autorité indépendante chargée de veiller à la protection des données personnelles informatisées suggère ainsi de *"revoir le régime d'encadrement des dispositifs de vidéosurveillance"*, notamment sur le plan juridique, et propose que lui soit attribué un *"pouvoir de contrôle unique sur les systèmes de vidéosurveillance"*, aussi bien dans les lieux publics que dans des locaux privés. Par ailleurs, après avoir obtenu en 2007 la création, dans les transports franciliens, en parallèle de la carte de transports Navigo *"traçable"*, une carte *"anonyme"*, la CNIL est en discussion avec la société d'exploitation des Velib' et avec la Mairie de Paris sur la durée de conservation des données des utilisateurs abonnés. La réunion des vingt-sept CNIL européennes, présidée depuis cette année par Alex Türk, a également recommandé *"une réduction très sensible [à six mois au lieu de dix-huit actuellement] de la durée de conservation des données par les moteurs de recherche"* et autres réseaux sociaux sur le Net du type Facebook et MySpace.

## STATISTIQUES ETHNIQUES

Alex Türk a regretté *"très vivement"* que le gouvernement ait ignoré les réserves de la Commission sur le nouveau passeport biométrique. Elles portaient notamment sur la création d'une base de données centrale ainsi que le recueil des empreintes de huit doigts alors que la réglementation européenne n'en envisage que deux. Alex Türk a par ailleurs jugé *"choquant"* que cet avis de la CNIL, rendu le 11 décembre, n'ait été publié que le 10 mai, soit six jours après le décret instituant ce nouveau système. Alors que la

loi exige que les avis de la commission soient publiés au *Journal officiel* "en même temps" que les actes réglementaires concernés.

Le rapport revient également longuement sur les statistiques ethniques, interdites en France. La CNIL se dit favorable à un développement encadré du recueil de données sur les origines raciales, dans les domaines "*de la diversité, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations*" et invite à ouvrir plus largement les fichiers aux chercheurs qui pourraient travailler sur des données "*objectives*" (le nom, le pays d'origine...). Elle suggère par contre de "*refuser en l'état la création d'un référentiel national ethnoracial*", instaurant par exemple, comme c'est le cas aux Etats-Unis, une typologie par couleur de peau.

La CNIL, qui relève une "*explosion*" en 2007 des demandes de consultation des données personnelles dans les fichiers des forces de l'ordre, notamment ceux des Renseignements généraux (RG), milite enfin pour une augmentation de ses moyens, pour se hisser au niveau des autres pays européens. Actuellement dotée d'un budget de 12 millions d'euros alloué par l'Etat, elle souhaiterait tirer ses ressources d'un système de contribution que paieraient tous les acteurs informatiques (entreprises, collectivités) afin de "*conquérir son indépendance budgétaire*".

\*\*\*\*\*

## **LIBERTES**

### **Passeports biométriques : avis défavorable de la CNIL**

LE MONDE | 13.05.08 |

Le gouvernement est passé outre l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en créant le nouveau passeport biométrique, qui devra contenir, outre une photo numérisée, les empreintes digitales de huit doigts.

Selon la CNIL, dont l'avis du 11 décembre 2007 a été publié au *Journal officiel* du 10 mai, "*un sujet d'une telle importance devait passer devant le Parlement et nous n'avons pas obtenu les éléments qui permettent de justifier la création de cette banque de données*", a résumé à l'AFP son président, Alex Türk.

La CNIL note que la France va plus loin que la réglementation européenne, qui ne prévoit pas le recueil de l'empreinte de huit doigts mais de deux, ni la conservation des données en base centrale. Le dispositif français comporte "*des risques d'atteintes graves à la vie privée et aux libertés individuelles*" et il "*ne peut être admis que dans la mesure où des exigences en matière de sécurité ou d'ordre public le justifient*". Alors que la CNIL estimait que "*l'ampleur de la réforme justifierait que le Parlement en soit saisi*", le gouvernement a légiféré par un décret publié le 4 mai.

\*\*\*\*\*

## MEDECINE

### Sida : ce qu'il reste à découvrir

LE MONDE | 19.05.08 |

Le 20 mai 1983, la revue scientifique Science publie l'article de douze chercheurs français identifiant l'agent responsable du sida, le LAV pour "Lymphadenopathy Associated Virus", rebaptisé "virus de l'immunodéficience humaine" (VIH). La découverte laisse espérer la mise au point rapide d'un vaccin. Vingt-cinq ans et 25 millions de morts plus tard, les obstacles scientifiques à ce vaccin sont encore nombreux.

*"Lors de la découverte, nous n'avions anticipé ni l'ampleur à venir de l'épidémie, ni la complexité des mécanismes biologiques de l'infection", reconnaît Christine Rouzioux, codécouvreur du VIH, professeure à l'université Paris-Descartes et virologue à l'hôpital Necker.*

Transmis par voie sexuelle ou sanguine, le VIH pose des problèmes inédits : c'est un rétrovirus à ARN qui provoque une infection chronique. Une double problématique sur laquelle les chercheurs avaient peu de savoir-faire en matière vaccinale. Le VIH intègre définitivement son matériel génétique dans celui des cellules immunitaires, en particulier les lymphocytes T CD4 où il se multiplie. Il les détruit pour libérer ses virions, qui infecteront d'autres cellules.

*"Dans les années 1990, on a tenté de mettre au point des vaccins stimulant la production d'anticorps pour bloquer les particules virales circulant dans l'organisme, explique Frédéric Tangy, chef du laboratoire de génomique virale et vaccination de l'Institut Pasteur. Mais en se multipliant, le virus mute et rend cette stratégie inefficace." Les chercheurs ont ensuite essayé d'activer la production de lymphocytes CD8 "tueurs de cellules", qui reconnaissent et éliminent les cellules infectées. Mais, pour fonctionner les CD8 ont besoin des CD4. Or, ceux-ci étant infectés puis détruits, le système immunitaire est bloqué.*

#### "CONTRÔLEURS D'ÉLITE"

*"On ne connaît toujours pas les mécanismes permettant de protéger efficacement contre cette infection virale", constate Françoise Barré-Sinoussi, codécouvreur du VIH et responsable de l'unité de régulation des infections rétrovirales à l'Institut Pasteur. La recherche s'était focalisée sur la seconde ligne de défense, l'immunité spécifique, induisant la production d'anticorps. La phase clé semble plus précoce : "Dans les heures qui suivent l'exposition, le VIH altère les signaux de l'immunité innée, la première barrière de défense contre toute infection", poursuit Françoise Barré-Sinoussi.*

L'étude des "contrôleurs d'élite" peut, selon Christine Rouzioux, apporter des informations précieuses. Ce sont des personnes infectées qui possèdent des CD8 si efficaces qu'ils maintiennent, sans traitement, une charge virale indétectable. Un atout sans doute dû à un profil génétique particulier.

Lorsque le traitement antirétroviral a rendu le virus indétectable dans le sang, le VIH n'a pas pour autant disparu, même des années après l'infection. Jérôme Estaquier et ses collaborateurs de l'Inserm, du CNRS et de l'Institut Pasteur ont montré, en 2007, que les ganglions lymphatiques de la région intestinale étaient les principaux réservoirs du virus. Reste à trouver un moyen d'aller le déloger.

Si les antirétroviraux peuvent contenir l'infection, sans la guérir, aucune piste vaccinale n'a abouti malgré le milliard de dollars annuel consacré à la recherche, sur le plan mondial. Pourtant, le vaccin reste le seul espoir de lutte contre une épidémie qui ne cesse de progresser, particulièrement dans les pays en développement où l'accès aux antirétroviraux reste minoritaire.

**Paul Benkimoun et Olivier Rescanière**

---

## **CHIFFRES**

### **LE VIH DANS LE MONDE.**

En décembre 2007, l'Onusida et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recensaient 33,2 millions de porteurs du VIH. En 2007, 2,5 millions de nouvelles infections sont apparues et 2,1 millions de décès ont eu lieu. Ces chiffres sont en recul par rapport aux années précédentes, notamment du fait d'une plus grande précision des statistiques recueillies, comme en Inde où a eu lieu une "révision majeure".

### **LE VIH EN FRANCE.**

130 000 personnes seraient porteuses du VIH, selon l'Institut de veille sanitaire. En 2006, 6 300 nouvelles contaminations ont été dénombrées, en diminution par rapport à 2004 (- 9 %). Un quart de ces contaminations a eu lieu durant les six mois précédant leur diagnostic.

\*\*\*\*\*

## **ECOLOGIE / ENVIRONNEMENT**

### **L'ONU tente de préserver une biodiversité toujours plus menacée**

LEMONDE.FR avec AFP |

*Seize ans après le sommet de Rio, la vie sur terre est à un tournant crucial",* a lancé le ministre de l'environnement allemand, Sigmar Gabriel, en ouverture de la neuvième conférence de l'ONU sur la destruction des ressources animales et végétales, lundi 19 mai à Bonn.

La Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB), adoptée en 1992 au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, s'est fixé en 2002 pour objectif de ralentir de manière significative d'ici à 2010 l'appauvrissement de la biodiversité. *"Or, nous sommes toujours sur la mauvaise*

voie et, si nous continuons comme cela, nous pouvons prévoir que nous n'atteindrons pas cet objectif", averti M. Gabriel. "Le taux actuel d'extinction des espèces est 100 à 1 000 fois plus élevé que le taux d'extinction naturelle", a-t-il ajouté. Un mammifère sur quatre, une espèce d'oiseaux sur huit, un tiers des amphibiens et 70 % des plantes sont aujourd'hui menacés.

## "BIOPIRATERIE"

L'appauvrissement de la diversité de la vie sur terre se poursuivra "tant qu'il sera plus facile de tirer des revenus de la destruction de la nature que de la protéger", a fait remarquer le ministre. Mais chaque année, la disparition d'espèces animales et végétales coûte 6 % du produit national brut mondial, soit 2 000 milliards d'euros, selon une étude intitulée "L'économie des systèmes écologiques et de la biodiversité", dont l'hebdomadaire *Der Spiegel* a publié des extraits lundi. Pour les pays pauvres, la charge est particulièrement lourde. En outre, ils ne tirent aucun bénéfice de l'utilisation des ressources génétiques de leurs forêts et des connaissances de leurs communautés indigènes, les grands groupes industriels ne leur reversant rien sur la commercialisation de nouveaux médicaments.

"Les pays en développement parlent à juste titre de 'biopiraterie'", a souligné Sigmar Gabriel, appelant à "un partage plus équitable" de ces ressources, "avec ceux qui les sont sauvegardées". "Nous voulons nous mettre d'accord sur des règles internationales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation à la prochaine conférence de la CDB qui aura lieu en 2010 à Nagoya, au Japon", a-t-il précisé devant la presse. La conférence de Bonn, qui a lieu jusqu'au 30 mai, devra donc établir une feuille de route pour élaborer d'ici deux ans un ensemble de règles contraignantes dans ce domaine.

La déforestation est également à l'ordre du jour à Bonn : "Chaque année, nous perdons l'équivalent de trois fois la superficie de la Suisse en forêts tropicales", a indiqué le ministre allemand. Les forêts tropicales – les plus menacées – abritent environ 80 % de la biodiversité dans le monde. Le lien doit être aussi fait avec le climat, car la déforestation accentue l'effet de serre, tandis que le réchauffement contribue à la disparition des espèces, a-t-il souligné, évoquant l'ours polaire menacé par la fonte de la banquise.

\*\*\*\*\*

## ECONOMIE

### Le directeur général de l'Insee s'attend à un "ralentissement de l'activité" en Europe

LE MONDE | 21.05.08 |

Les enquêtes auprès des entreprises suggèrent "une certaine dégradation du climat conjoncturel en Europe, depuis quelques semaines, ce qui laisse augurer un ralentissement de l'activité", a indiqué, mardi 20 mai, le directeur général de l'Insee, Jean-Philippe Cotis, après avoir fait état de la "résilience des économies européennes" au premier trimestre 2008.

Responsable, depuis six mois, d'un institut singulier, à la fois administration centrale du ministère de l'économie et institution jalouse de son autonomie, M. Cotis a qualifié de *"modestes"*, *"du point de vue des statisticiens"*, les révisions à la hausse (+ 0,2 point en volume, à 2,2 %) de la croissance française en 2006 et 2007. Cette dernière avait été largement saluée par l'Elysée, le premier ministre et la ministre de l'économie, Christine Lagarde.

Ces révisions *"trouvent leur source pour l'essentiel dans la difficulté à "capturer" en temps réel l'évolution des revenus des entreprises et, en contrepartie, de leurs investissements"*, a-t-il expliqué en reconnaissant une tendance à sous-estimer ces chiffres. Nos équipes *"travaillent d'arrache-pied (...)* pour améliorer la robustesse des premières livraisons des comptes nationaux", a précisé le directeur général, répondant aux critiques dont l'Insee a été l'objet.

Evoquant la performance de l'économie française sur une longue période, M. Cotis a qualifié de *"point fort"* *"la bonne tenue de la demande intérieure"* qui a progressé de 2,5 % en moyenne annuelle sur la période 2003-2007, et de 2,8 % en 2007. *" Mais sur la même période 2003-2007, la croissance du PIB a tout juste atteint 2 % en moyenne. L'offre nationale n'a pas suivi la demande et l'offre étrangère est venue la suppléer avec, au passage, une dégradation continue de notre déficit extérieur"*, a-t-il analysé.

Conformément aux recommandations de la commission Quinet sur la mesure du pouvoir d'achat, M. Cotis a annoncé la publication, début 2009, de travaux sur les disparités d'évolution du niveau de vie, dont il attend beaucoup - et notamment une prise en compte plus fine du ressenti des ménages.

Dans l'immédiat, il est revenu sur le concept de *"pouvoir d'achat arbitrage"*. Défini comme la différence entre le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages et leurs dépenses préengagées : télévision et télécommunications, assurances et services financiers, logement... Ce pouvoir d'achat arbitrage progresse, sur longue période, de 2,2 % l'an et de 1,2 % par foyer. En général, il croît moins vite que celui du revenu disponible brut. Ce ne fut pas le cas en 2007, du fait de l'évolution des prix, qui ont augmenté plus vite pour les dépenses préengagées.

Depuis le 15 mai, le site Internet Insee. fr comporte une nouvelle rubrique. Intitulée *"Revenu, pouvoir d'achat et consommation des ménages en comptabilité nationale"*, elle permet de faire le point sur ces questions.

L'Insee a également présenté, mardi, deux études, l'une sur les variations de prix des produits alimentaires, l'autre sur les effets de la loi Galland. La première relève, *"malgré le caractère spectaculaire de quelques hausses et de quelques baisses"*, des variations de prix de produits alimentaires d'*"ampleur modérée"*, et fait état de relèvements *"plus fréquents, mais rarement plus brutaux"*. *"Ce qui compte lorsque les prix accélèrent, c'est le nombre d'opérateurs qui augmentent leurs prix, parce que cela est le signe que l'épidémie gagne. Le bon indicateur, ce ne sont pas les hausses de prix extrêmes, c'est le degré de contagion"*, a noté M. Cotis.

A une semaine de la discussion au Parlement, à partir du 27 mai, du projet de loi de modernisation de l'économie (LME) qui prévoit de faire jouer davantage la concurrence

dans le commerce, trois économistes ont présenté une première évaluation empirique des effets de la loi Galland dans un document de travail de l'Insee. Elle confirme que cette loi a créé de fait des prix planchers par secteur, ce qui a réduit la concurrence entre distributeurs - la concurrence intra-marques - et conduit à des prix de détail élevés.

Ce que suggère l'ensemble des travaux de l'Insee, a résumé M. Cotis, "c'est que les lois Royer, Raffarin et Galland ont contribué à exacerber les hausses de prix dans la grande distribution". Et de préciser : "Cela a été défavorable au pouvoir d'achat, à la croissance et à l'emploi."

**Claire Guélaud**

\*\*\*\*\*

## **MEDIAS**

### **Les logiciels de contrôle parental sur Internet s'améliorent**

LE MONDE | 17.05.08 |

Plus de la moitié des parents dont les enfants surfent sur Internet considèrent que ceux-ci prennent des risques, et 61 % de l'ensemble des parents estiment qu'il est primordial d'améliorer les performances des logiciels de contrôle parental, selon une récente enquête Ipsos pour le compte de la Délégation interministérielle à la famille.

Dans ce contexte, la secrétaire d'Etat à la famille, Nadine Morano, a réuni, jeudi 15 mai, les fournisseurs d'accès à Internet pour les inciter à interdire l'accès aux sites illégaux pédopornographiques, à l'instar de la Grande-Bretagne, et à accroître les performances des logiciels de contrôle parental.

Depuis novembre 2005, les fournisseurs d'accès se sont engagés à mettre gratuitement à disposition des parents des logiciels de contrôle. Mais, selon une enquête du Collectif interassociatif enfance et média (CIEM), moins de 39 % des parents en ont installé un. S'ils ne les utilisent pas davantage, c'est principalement parce qu'ils sont méfiants vis-à-vis de ce type de solution, ou qu'ils ont rencontré des problèmes de blocage de la navigation sur Internet.

#### **VALIDER LES CONTACTS**

"Depuis cette enquête, réalisée fin 2006, les performances des logiciels se sont grandement améliorées", remarque Christine du Fretay, présidente de l'association e-enfance, qui procède régulièrement à une évaluation de leurs performances.

De son côté, MSN France vient d'annoncer le lancement d'un logiciel de contrôle parental gratuit qui permet aux parents de valider les contacts des enfants sur la messagerie instantanée, MSN Messenger (rebaptisé Windows Live Messenger). Quelque 3 millions de

jeunes de moins de 18 ans utilisent MSN Messenger. Ils choisissent d'intégrer ou non de nouveaux amis pour dialoguer avec eux en direct. Mais ce système ne les préserve pas des mauvaises rencontres. *"La grande mode consiste à avoir le plus de contacts possibles, explique Christine du Fretay. Ceci incite les enfants à accueillir les amis d'amis d'amis dont ils ignorent l'identité réelle."*

L'association, via son blog destiné aux parents, a été informée de plusieurs cas de manipulation psychologique, de harcèlement électronique et sexuel par des adultes qui avaient adopté de fausses identités.

Le nouveau logiciel téléchargeable depuis [www.windowlive.fr](http://www.windowlive.fr) permet, lorsque l'enfant souhaite ajouter un contact à sa liste d'amis Messenger, d'adresser automatiquement une demande d'autorisation aux parents (par mail) qui peuvent accepter ou refuser.

Martine Laronche

\*\*\*\*\*

## **POLITIQUE SOCIALE**

### **Sarkozy et les seniors ou la volonté de mettre fin à un "scandale social"**

LE MONDE POUR DIRECTMATINPLUS | 21.05.08 |

Le chef de l'Etat veut y croire. Augmenter le nombre de seniors, les salariés de 55 à 64 ans, encore dans l'emploi reste possible, malgré l'échec patent des mesures précédentes. Le 6 mai, à l'occasion d'un déplacement dans le Gard, Nicolas Sarkozy dénonçait le sous-emploi des seniors comme un *"scandale social"* et déclarait : *"On doit pouvoir continuer à travailler si on en a envie"*. Un volontarisme qui n'est pas sans rappeler celui de ministres anciennement en charge de ce dossier délicat. Jean-Louis Borloo, pour promouvoir son plan senior - on est alors en octobre 2006 -, n'avait-il pas lancé le slogan, *"notre avenir se construit à tout âge"*, pour aider à *"changer les regards sur les plus de 50 ans dans le monde du travail"*.

En 2006 toujours, c'étaient le patronat et les syndicats qui inventaient un contrat à durée déterminée (CDD) réservé aux plus de 57 ans, dont l'échec est évident deux ans après sa création. Rien n'y a fait, le taux d'emploi des seniors est, en France, de 38,1 % en 2006, et malgré une amélioration de 6,5 points entre 2000 et 2005, la France se situe, selon les statistiques européennes, très en-dessous de la moyenne de l'Union, 43,5 %, rendant impossible d'atteindre les 50 %, objectif fixé à l'horizon 2010.

Si cette augmentation du taux d'emploi des seniors est possible, selon l'Elysée où l'on estime que *"tout n'a pas encore été essayé"*, elle est surtout indispensable. Les politiques visant à relever l'âge de départ légal à la retraite ou, comme s'apprête à le faire le gouvernement, à augmenter le nombre d'années de cotisations nécessaires pour bénéficier d'une retraite à taux plein, sont vouées à l'échec, si les salariés de plus de 55 ans ne peuvent rester dans l'emploi, ou retrouver du travail s'ils sont au chômage.

C'est alors l'ensemble du système de retraites par répartition qui risque de sombrer d'ici à quelques dizaines d'années. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) estime à 1,8 point de PIB le besoin de financement du système à l'horizon 2040. Le nombre de départs annuels enregistré à la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) est passé de 500 000 au début de la décennie à 750 000 en 2008. La mesure concédée par François Fillon, quand il était ministre du travail, pour bénéficier du soutien de la CFDT à sa réforme des retraites de 2003, sur les carrières longues avec départ anticipé, a coûté cher : environ 100 000 départs par an, estime le COR, pour un coût de 2,2 milliards en 2007. La CNAV affiche un déficit de 4,6 milliards en 2007, quand il était de 1,9 en 2006.

Il faut trouver impérativement de nouvelles pistes. Les syndicats qui manifestent dans une unanimité rare, jeudi, pour défendre les retraites, ne s'y trompent pas. Sans amélioration de la situation de l'emploi des seniors, pas question, disent-ils, d'accepter l'augmentation de la durée de cotisation à 41 ans à l'horizon 2012 (à raison d'un trimestre par an à partir de 2009). Même la CFDT, qui n'est pas hostile au principe de cet allongement, reste inflexible et manifesterà à côté de syndicats, CGT en tête, qui ont combattu fermement la réforme de 2003 qu'elle même a soutenue.

Pour débloquer la situation, le gouvernement se montre donc volontaire sur ce dossier. Au groupe de travail mis en place le 15 mai, le ministère du travail a précisé ses propositions. Les entreprises, ou les branches, qui ne l'auraient pas fait devront ouvrir des négociations sur l'emploi des seniors avant la fin de l'année 2009 et prendre un *"engagement chiffré de progression sensible de la part des 55/64 ans dans les effectifs de la branche ou de l'entreprise"*. Si les résultats n'étaient pas au rendez-vous en 2010, les branches ou les entreprises seraient alors pénalisées, sous la forme d'une *"cotisation retraite additionnelle"*.

Parmi les autres mesures annoncées, le ministère de la rue de Grenelle propose la suppression des limites d'âge et des mises à la retraite d'office, la *"limitation des pré-retraites de fait"* qui se font *"sous forme de licenciements ou de départs négociés avec prise en charge par l'assurance-chômage jusqu'à la liquidation de la pension"*. La surcote dont bénéficie les salariés continuant à travailler au delà de 60 ans, s'ils ont atteint la durée de cotisation exigée, sera portée à 5 % par année travaillée en plus. Le cumul emploi-retraite sera encouragé avec la suppression du plafond qui limitait l'accès au dispositif. La dispense de recherche d'emploi réservée aux chômeurs de plus de 57 ans et demi verra ses conditions d'âge être relevées progressivement, année après année.

Rémi Barroux

\*\*\*\*\*

## ECONOMIE

Point de vue

### La finance folle ne doit pas nous gouverner

LE MONDE | 21.05.08 |

Cette crise financière n'est pas le fruit du hasard. Elle n'était pas impossible à prévoir, comme le prétendent aujourd'hui des hauts responsables du monde des finances et de la politique. La sonnette d'alarme avait été tirée, il y a des années déjà, par des individus lucides. La crise incarne de fait l'échec de marchés peu ou mal régulés et elle nous montre une fois de plus que ceux-ci ne sont pas capables d'autorégulation. Elle nous rappelle également les inquiétantes inégalités de revenus qui ne cessent de croître dans nos sociétés et jette de sérieux doutes sur notre capacité à nous engager dans un dialogue crédible avec les nations en développement concernant les grands défis mondiaux.

Les marchés financiers sont devenus de plus en plus opaques et l'identification de ceux qui supportent et évaluent les risques se révèle être un défi titanesque. Le secteur bancaire dit "de l'ombre", peu ou pas régulé, n'a fait que croître au cours des vingt dernières années. Les grandes banques ont participé à un jeu de "*creation and distribution*" de produits financiers extrêmement complexes et elles se sont embarquées dans la vente, sous un emballage assez douteux, de dettes liées à des emprunts immobiliers à haut risque. Des régimes de primes inadéquats, une vision à trop court terme et les conflits évidents d'intérêt ont encouragé les transactions spéculatives.

Les prêts hypothécaires douteux, basés à tort sur l'idée que les prix de l'immobilier continueraient d'augmenter sans cesse, permettant ainsi de rembourser la dette contractée, ne sont que les symptômes d'une crise plus large en matière de gouvernance financière et de pratiques commerciales. Les trois plus grandes agences de notation au monde ont noté ces drôles de valeurs comme étant relativement sans risque. Une banque d'investissement a gagné des milliards de dollars américains en spéculant à la baisse sur les titres subprimes tout en les vendant à ses clients, ce qui résume de façon plus qu'éloquente la perte de toute éthique dans le monde des affaires !

Nous avons été mis en garde des dangers de cette situation. Alexander Lamfalussy et le Comité des sages, dans un rapport sur les marchés des valeurs européennes (2001), ont souligné le lien entre l'apparente efficacité accrue de ces marchés et le prix à payer en matière de stabilité financière. Paul Volker, il y a quelques années, avait déjà exprimé son inquiétude. Paul Krugman a également pointé le doigt vers les menaces posées par des entités financières non régulées en croissance il y a à peu près une décennie. En 2003, Warren Buffett a taxé les produits dérivés d'"*armes financières de destruction massive*".

Un rapport de la Banque d'Angleterre sur la stabilité financière a mis en avant le fossé dangereux existant entre les créanciers et les conséquences de leurs décisions. Le problème réside dans le modèle actuel de gouvernance économique et d'entreprise axée sur une maigre réglementation, sur un contrôle inadéquat et sur une offre trop faible de biens publics.

La crise financière ne démontre que trop clairement que l'industrie financière est incapable d'autorégulation. Il est impératif d'améliorer le contrôle et le cadre réglementaire des banques. Il faut également revoir les cadres réglementaires pour les instruments d'investissement. L'utilisation d'instruments financiers (comme les CDO, obligations adossées à des actifs financiers divers) doit être réglementée. Toutes les institutions financières devraient, à l'instar des banques, maintenir des réserves minimales, et le ratio d'endettement ne peut rester illimité. Enfin, les régimes de primes doivent être revus afin d'éviter que la prise de risques inconsidérés ne soit encouragée sans une certaine prudence.

En ce qui concerne les conséquences de cette crise sur l'économie réelle, il semble que les experts économiques du monde entier aient été frappés d'un accès de timidité. Presque tous les instituts de prévisions revoient leurs évaluations de croissance à la baisse pour les pays développés en 2008 et 2009. Mais personne n'ose dire clairement si l'Europe est menacée d'une récession économique ou pas. Certains symptômes toutefois ne trompent pas. Dans le cas de l'Union européenne, une récession cette année ou l'année prochaine aurait des conséquences dramatiques.

L'inégalité croissante de revenus s'est produite parallèlement à une croissance continue du secteur financier. Il est vrai que les progrès technologiques ont contribué de façon significative à des différences de plus en plus importantes de revenus en favorisant la main-d'œuvre hautement qualifiée. Toutefois, les politiques mal avisées ont également eu un impact majeur dans ce domaine. Le capital financier représente à présent quinze fois le produit intérieur brut (PIB) de tous les pays. La dette cumulée des ménages, des entreprises financières et non financières et des autorités publiques américaines représente plus de trois fois le PIB des Etats-Unis, soit deux fois le niveau enregistré lors du krach boursier de 1929.

Le monde des finances a accumulé une masse gigantesque de capital fictif mais qui n'améliore que très peu la condition humaine et la préservation de l'environnement. Cette crise financière a permis de cerner un peu mieux les alarmantes disparités de revenus qui n'ont fait qu'augmenter au cours des dernières décennies. L'ironie de la chose est que les salaires et les primes de nombreux PDG ont atteint des niveaux extrêmement élevés alors que le rendement de leurs sociétés stagnait ou même baissait. L'enjeu éthique est donc majeur !

Les marchés libres ne peuvent faire fi de la morale sociale. Adam Smith, père du laisser-faire économique, a également écrit la *Théorie des sentiments moraux* (PUF, 1999) et Max Weber a établi le lien entre le dur labeur et les valeurs morales d'une part, et l'avancée du capitalisme de l'autre. Le capitalisme décent (soit un capitalisme respectueux de la dignité humaine, pour reprendre les propos d'Amartya Sen) requiert une intervention publique efficace. La recherche du profit constitue l'essence de l'économie de marché. Mais lorsque tout est à vendre, la cohésion sociale s'effrite et le

Le système s'effondre. La crise financière actuelle réduit la capacité de l'Occident à entamer un dialogue plus constructif avec le reste du monde sur les défis mondiaux, sur la gestion des effets de la mondialisation et du réchauffement de la planète - alors que le boom économique extraordinaire de l'Asie pose de nouveaux défis sans précédent.

Les augmentations spectaculaires des prix de l'énergie et des produits alimentaires viennent aggraver les effets de la crise financière et sont de mauvais augure. Il est très significatif que les fonds spéculatifs ont contribué à la hausse des prix des denrées de base. Les citoyens des pays les plus pauvres en seront les plus touchés. Nous risquons de nous trouver face à une misère sans précédent, à une prolifération d'Etats en faillite, à des flux migratoires plus importants et à davantage de conflits armés.

Certains clament haut et fort que l'Europe compte "des économies solides", avec un meilleur contrôle financier et une meilleure réglementation qu'aux Etats-Unis. On pourrait dire qu'il en est en partie ainsi. Mais n'oublions pas les problèmes croissants sur les marchés immobiliers au Royaume-Uni, en Espagne et en Irlande et le marasme économique qui se répand partout en Europe. Pensons également au nationalisme économique et au populisme qui ont tous deux le vent en poupe.

Les décideurs européens, tant au niveau de l'Union qu'au niveau national, doivent apporter une réponse ferme à l'actuelle crise financière. Nous avons besoin de pragmatisme, d'ouverture d'esprit et de coopération dans la poursuite d'objectifs communs.

L'Europe doit étudier ces évolutions et identifier les conséquences prévisibles dans le court et le long terme afin d'élaborer des propositions à l'adresse de la communauté internationale permettant de contrer les effets et les causes profondes de cette crise.

Il est temps de créer un comité de crise européen qui rassemble des représentants politiques de haut niveau, d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement ou des ministres des finances ainsi que des économistes renommés et des experts financiers de tous les continents. Ce comité doit se donner comme tâche de :

- Procéder à une analyse détaillée de la crise financière dans le contexte plus large que nous avons essayé de décrire plus haut ;
- Identifier et évaluer les risques socio-économiques que comporte la crise financière pour l'économie réelle, en particulier en Europe ;
- Proposer une série de mesures au Conseil de l'UE afin d'éviter ou de limiter ces risques ;

- Présenter au conseil des ministres, aux Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU, au directeur général du FMI et à toutes les autorités et instances concernées une série de propositions afin de limiter les effets de la crise et préparer une conférence financière mondiale afin de repenser les règles de la finance internationale et de la gouvernance concernant les thèmes économiques mondiaux.

En 2000, nous nous sommes accordés pour faire de l'Union européenne la région la plus compétitive au monde. Cette ambition a été réitérée en 2005. Nous devons garantir que la compétitivité de l'Europe soit soutenue et non minée par les marchés financiers. Nous devons agir sans plus tarder : pour nos citoyens, pour davantage d'investissements, pour la croissance économique, pour la justice sociale, pour des opportunités d'emplois, et en définitive, pour un meilleur avenir pour tous les Européens.

---

Jacques Delors, Jacques Santer, anciens présidents de la Commission européenne ; Helmut Schmidt, ancien chancelier allemand ; Massimo d'Alema (Italie), Lionel Jospin (France), Pavo Lipponen (Finlande), Goran Persson (Suède), Poul Rasmussen (Danemark), Michel Rocard (France), anciens premiers ministres ; Daniel Daianu (Roumanie), Hans Eichel (Allemagne), Par Nuder (Suède), Ruairi Quinn (Irlande), Otto Graf Lambsdorff (Allemagne), anciens ministres de l'économie et/ou des finances.

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE**

Chronique

### **Les fonds souverains, ni anges ni démons, par Nicolas Baverez**

LE MONDE | 20.05.08 | 14h16

Depuis la chute du mur de Berlin, émerge un capitalisme-monde qui va de pair avec la diffusion universelle du marché et la marginalisation des modèles alternatifs de régulation de l'économie. La crise financière née en 2007, parce qu'elle constitue le premier choc global sur l'économie mondialisée, agit comme un révélateur et un accélérateur des changements fondamentaux de ce nouveau régime de croissance.

Le premier changement concerne le déclin relatif de l'Occident. L'heure est aux puissances relatives et à des pôles multiples en équilibre instable. Le pouvoir est partagé entre le Nord et le Sud, qui comptent désormais chacun pour moitié dans l'activité mondiale. Le pouvoir financier a basculé du côté du Sud, dont les réserves atteignent 3 trillions de dollars, soit 72 % des réserves mondiales, la Chine avec 1,4 trillion de dollars occupant le premier rang des investisseurs mondiaux. Mais le pouvoir monétaire reste arrimé au Nord, le dollar (64 % des transactions) étant de plus en plus concurrencé par

l'euro (26 %), tandis que la plupart des monnaies émergentes restent arrimées au dollar, et donc sous-évaluées.

Le second changement a trait aux Etats dont le rôle demeure central mais dans une position nouvelle face au marché. Le capitalisme mondialisé se caractérise par un triple mouvement : retrait généralisé de l'Etat des fonctions de production ; retour en force de l'Etat dans la régulation de l'économie ; irruption des Etats sur les marchés dans un rôle d'investisseur à long terme à travers les fonds de pension publics et les fonds souverains qui disposent d'une force de frappe évaluée à 3 500 milliards de dollars et pourraient en gérer 12 500 à l'horizon de 2015.

Les fonds souverains sont nés dans les années 1960 et 1970 dans les pétromonarchies afin de recycler les recettes du pétrole (création de Kuwait Investment Authority en 1960, suivi par Abu Dhabi, Oman et Brunei), puis se sont développés en Asie pour investir les excédents de Singapour (fondation de Temasek en 1974 et Singapore Investment Corporation en 1981), imité par la Corée en 2006, la Chine en 2007 (China Investment Corporation dotée de 250 milliards de dollars), puis le Brésil en 2008. A travers eux, les Etats deviennent des opérateurs des marchés financiers, dont ils utilisent les technologies et l'ingénierie. Pour autant, l'adossement à un Etat leur confère une nature singulière. Ils répondent à des logiques différentes : placement à long terme et préparation de l'après-pétrole pour les monarchies du Golfe ou la Norvège ; reclassement des excédents commerciaux pour les pays émergents d'Asie ; bras armé de l'Etat-FSB en Russie. De même, les stratégies d'investissement sont très variables, allant de la maximisation du rendement financier à la recherche de positions de contrôle dans des secteurs-clés tels les matières premières ou l'énergie.

L'intervention des fonds souverains présente de nombreux aspects positifs. Elle accélère les transferts de technologies vers le Sud et facilite la recapitalisation de nombre d'institutions financières du Nord vitales pour les échanges mondiaux (à hauteur de plus de 45 milliards de dollars en 2007). Elle contribue à une gestion concertée des chocs entre les principaux pôles de la mondialisation. Pour autant, la double nature des fonds souverains, à la fois investisseurs financiers et organes étatiques, pose des questions délicates. La première résulte du déséquilibre entre des systèmes juridiques, économiques et sociaux hétérogènes qui rendent illusoire une réciprocité des flux d'investissements. La deuxième découle de l'absence de régulation des investissements et des marchés mondiaux, redoublée par la faillite du Fonds monétaire international (FMI) dans sa mission de surveillance des changes. La troisième est liée à l'opacité qui prévaut dans les règles de gouvernance, les méthodes comptables, la stratégie d'investissement, les actifs sous gestion des fonds souverains. La dernière, majeure, provient du risque d'interférence avec la logique de puissance et d'utilisation politique des investissements réalisés par les fonds souverains, notamment pour capter des actifs ou des technologies sensibles.

Cinq conclusions se dégagent. 1/Les fonds souverains sont des instruments légitimes et efficaces de réassurance et de gestion des risques de long terme par les Etats. 2/L'adoption de règles de bonne conduite a pour préalable la mise en place d'institutions de régulation d'une économie multipolaire, ce qui passe par la réforme du G7 et du FMI. 3/La compétition entre les formes de capitalisme reste souhaitable dès lors qu'elle est loyale et non biaisée par des pratiques protectionnistes. 4/Toute crise se clôt par un transfert des actifs des acteurs les plus faibles au profit des plus forts, ce qui se traduit aujourd'hui, contrairement à la situation des années 1970 et 1980, par un basculement de la propriété du capitalisme vers les pays du Sud au détriment des pays du Nord ayant financé leur croissance par la dette publique et privée. 5/La France a tout à gagner à réserver un bon accueil aux fonds souverains qui, encadrés, peuvent contribuer au redéveloppement de son capitalisme sans capital tout en accélérant la transition vers un Etat moderne, en rupture avec les figures passées de l'Etat-providence, du patriotisme économique ou de l'Etat brancardier.

**Nicolas Baverez est économiste et historien.**

\*\*\*\*\*

## **SOCIOLOGIE**

### **Pourquoi les filles battent les garçons à l'école**

LE MONDE | 27.05.08 |

Pourquoi les filles réussissent-elles mieux que les garçons à l'école ? Que ce soit en Europe ou plus largement dans les 30 pays de l'OCDE, elles sont plus nombreuses à être diplômées de l'enseignement secondaire et supérieur et sont moins en échec scolaire que les garçons.

Seul bémol, si elles sont nettement meilleures en compréhension de l'écrit, elles sont un peu à la traîne des garçons pour leurs notes en mathématiques, selon l'enquête internationale PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves). Enfin, elles s'orientent moins vers des filières scientifiques (mathématiques, sciences et écoles d'ingénieurs).

Alors, les filles auraient-elles des prédispositions innées à la réussite scolaire ? La question aurait de quoi faire se retourner Paul Broca dans sa tombe. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'éminent chirurgien et anthropologue avait supposé que "*la petitesse relative du cerveau de la femme* (dépendait) à la fois de son infériorité physique et de son infériorité intellectuelle".

Depuis, des neurologues ont tenté de trouver des origines cérébrales aux différences entre les sexes. Catherine Vidal, neurobiologiste et directrice de recherche à l'Institut

Pasteur, démonte toutes ces études dans un petit livre tonique. Ainsi, l'aptitude au langage, souvent présentée comme plus développée chez les femmes, avait-elle été imputée, selon une expérience de 1995, au fait que celles-ci mobilisaient leurs deux hémisphères cérébraux, tandis que les hommes n'en utilisaient qu'un seul. Des études ultérieures ont infirmé cette hypothèse.

Autre exemple, en 1982, des anatomistes avaient observé que le faisceau de fibres qui relie les deux hémisphères du cerveau était plus large chez la femme que chez l'homme. Cette observation n'a pas non plus été confirmée par des études à plus grande échelle. *"Remettons les neurones à l'heure, explique la neurobiologiste, les capacités biologiques cérébrales sont identiques pour les deux sexes, et garçons et filles ont les mêmes aptitudes. Pour expliquer les différences, il faut se référer aux stéréotypes socioculturels et aux comportements qui en découlent."*

## **ANALYSE DES STÉRÉOTYPES**

A la naissance, seulement 10 % des neurones sont connectés entre eux, les 90 % des circuits (synapses) restants vont se construire par la suite en fonction de l'environnement, social, culturel et familial. *"Au fur et à mesure que ses capacités mentales se développent, poursuit Catherine Vidal, l'enfant va apprendre à s'identifier au masculin et au féminin."*

Christian Baudelot et Roger Establet, deux sociologues spécialistes de l'éducation, ont analysé ces stéréotypes. Dès 1992, ils ont avancé que les formes traditionnelles de socialisation des filles étaient plus conformes aux attentes de l'école. *"L'éducation des filles se fonde encore aujourd'hui sur la docilité, au sens étymologique de capacité de réceptivité, d'écoute, assure Christian Baudelot. Et, à l'école, on vous demande d'abord d'intérioriser les règles."*

Les filles feraient, par ailleurs, davantage l'objet de la part de leurs parents d'une *"sollicitude inquiète"*, tandis que les garçons, moins soumis à cette surveillance, se construiraient davantage en dehors de l'école et sur des valeurs masculines très différentes. *"La culture offerte aux garçons met l'accent sur l'héroïsme, la violence et la démonstration de force : toutes valeurs qui les dotent d'un arsenal antiscolaire"*, considèrent les deux sociologues. Par ailleurs, les enseignants étant en grande majorité des femmes, l'identification est plus facile pour les filles.

Une quinzaine d'années plus tard, Baudelot et Establet ont enrichi cette analyse d'une vision plus dynamique. Les filles ne sont pas seulement formatées pour les études, mais *"elles adhèrent positivement à leurs choix"*. L'école est le lieu où elles font très tôt l'expérience qu'elles peuvent être les égales, voire meilleures, que les garçons. Elles prennent davantage de plaisir qu'eux aux activités culturelles classiques. Selon des données de l'OCDE, 51 % des filles de 15 ans lisent au moins un livre par mois contre 37

% des garçons. Par ailleurs, leurs mères les poussent davantage que par le passé à devenir indépendantes.

## UNE SOCIALISATION FAMILIALE

*"Les filles sont conscientes du fait que les études sont le vecteur principal de leur émancipation. leur réussite est également le fait d'une dynamique historique et d'une évolution de la société, explique Catherine Marry, sociologue, directrice de recherche au CNRS. Les attentes parentales sont aujourd'hui les mêmes en termes de niveau d'études pour les enfants des deux sexes mais demeurent différentes en termes d'orientation."*

Au final, les filles continuent d'être sous-représentées dans les filières scientifiques. *"Elles restent victimes de l'imaginaire social des métiers, constate Catherine Marry, et se projettent dans des professions supposées convenir aux qualités des femmes, comme l'attention aux autres."* La sociologue qui a étudié des réussites scientifiques de femmes explique leur parcours par une socialisation familiale particulière. *"Ces filles avaient pour la plupart des mères de culture scientifique, souvent professeurs de mathématiques, analyse-t-elle. Elles avaient fait l'objet, vis-à-vis de leur frère, de culture égalitaire, y compris de la part du père."*

---

*Hommes, femmes, avons-vous le même cerveau ?*, de Catherine Vidal, éd. Le pommier, 2007, 56 p., 4,60 €.

*Quoi de neuf chez les filles ?*, de Christian Baudelot et Roger Establet, Nathan, 2007, 141 p., 14,95 €.

*Pour en finir avec la domination masculine*, de Catherine Marry et Ilana Löwy, Les empêcheurs de penser en rond, 2007. 338 p., 20 €.

## Martine Laronche

\*\*\*\*\*

## CULTURE

Analyse

# Festival de Cannes, une image du monde

LE MONDE | 27.05.08 |

Au bout de douze jours passés à Cannes, on est censé disposer d'une photographie ressemblante du cinéma mondial. Pour sa 61<sup>e</sup> édition, organisée du 14 au 25 mai, le Festival de Cannes a proposé beaucoup plus : une image du monde, faite de dizaines de films. Ce portrait de la planète a souvent fait peur, parfois désespéré. Mais comme dans un film, la projection et le triomphe en fin de Festival d'*Entre les murs*, de Laurent Cantet, sont venus soulager la tension, ébauchant un happy end sans pour autant effacer le formidable pessimisme qui avait prévalu dans les jours précédents.

Il arrive souvent que le Festival de Cannes soit l'occasion de mettre au jour les contradictions de plus en plus vives qui travaillent l'industrie et l'art du cinéma. Cette année, l'ouverture sur le monde de la grande majorité des films présentés en compétition a satisfait les attentes du jury présidé par Sean Penn. Cette harmonie, même si elle s'est établie sur un mode mineur aux accents tragiques, a fait la démonstration de la puissance d'évocation et d'analyse du cinéma. Les metteurs en scène qui y ont contribué l'ont fait de manières diverses, que l'on prenne en compte leurs choix techniques (images numériques ou analogiques) ou narratifs (utilisation d'éléments documentaires, recours à la fiction classique). C'est l'une des singularités du cinéma que de pouvoir rester vivant aussi bien dans sa forme la plus classique (*L'Echange*, de Clint Eastwood) que dans ses recherches les plus modernes (*24 City*, de Jia Zhangke).

On peut s'amuser, voire s'indigner, d'observer que ces cris d'alarme, ces appels à la révolte, ces dénonciations virulentes sont proférés sans rien changer à un rituel qui fait la part belle à la mondanité. Des centaines de spectateurs en tenue de soirée ont contemplé l'agonie misérable de Che Guevara mise en scène sans complaisance par Steven Soderbergh dans *Che* ou les trafics sordides (mariages arrangés, circulation de main-d'oeuvre clandestine) du *Silence de Lorna*, de Jean-Pierre et Luc Dardenne. A partir de la projection du film d'ouverture, *Blindness*, de Fernando Meirelles, qui montrait les privations extrêmes infligées à des aveugles internés dans un camp de concentration, le spectacle de la misère est devenu une habitude pour les festivaliers. *Hunger*, de Steve McQueen, mettait en scène le dénuement non seulement consenti, mais voulu, des détenus républicains en Irlande du Nord ; *Linha de Passe*, de Walter Salles et Daniela Thomas, faisait le compte de toutes les manières que la pauvreté a de rattraper ceux qui veulent la fuir. Sans doute parce qu'ils étaient lucides et justes, la plupart de ces constats d'échec de la société humaine n'ont pas été accompagnés de propositions d'utopie. On en a ensuite discuté non seulement les mérites, mais aussi le propos, une coupe de champagne à la main.

Cet aspect dérisoire du folklore cannois ne doit pas obnubiler l'attention. D'abord parce qu'il peut être dynamité par la seule force d'un événement. L'irruption des acteurs du film de Laurent Cantet lors de la présentation d'*Entre les murs* et de la cérémonie de clôture a montré que le Festival est capable de supporter, et même de très bien réagir, à l'injection d'une forte dose de réalité. Cette conclusion joyeuse était par ailleurs

symptomatique de l'une des grandes tendances de cette édition : la volonté de créer des œuvres de fiction en utilisant des matériaux pris à la réalité.

*Entre les murs* le fait de deux manières : en s'inspirant du récit que François Bégaudeau a fait de son expérience de professeur et en confiant son incarnation à des acteurs qui ne le sont devenus qu'à l'occasion du tournage. Mais le découpage du scénario de Laurent Cantet, François Bégaudeau et Robin Campillo, la progression de sa narration relèvent de la pure fiction.

## **SYSTÈMES DE PRODUCTION FRAGILES**

D'autres ont procédé de manière plus difficile à déchiffrer : le Chinois Jia Zhangke, qui raconte dans *24 City* la disparition d'une usine de la grande ville de Chengdu et son remplacement par un complexe immobilier, a donné à son film l'apparence et la forme d'un documentaire austère, illuminé par la beauté des images numériques, qui rendent compte de chacun des détails d'un lieu ou d'un visage. Les longs témoignages d'ouvriers qui en fournissent la matière sont tous authentiques, mais la moitié d'entre eux, ceux qui viennent de femmes, sont joués par des actrices. *Waltz with Bashir*, de l'Israélien Ari Folman, filtre les souvenirs de témoins et d'acteurs des massacres de Sabra et Chatila par le cinéma d'animation. A l'inverse, *Il Divo*, de Paolo Sorrentino, évocation des derniers moments de la puissance du politicien italien Giulio Andreotti, recense des éléments historiques connus pour construire une œuvre baroque, stylisée à l'extrême, qui nécessite que l'on connaisse un peu l'histoire italienne pour la distinguer d'une comédie baroque sortie d'un esprit fertile.

L'histoire d'une édition du Festival de Cannes ne s'arrête pas à la cérémonie de clôture. Ces films doivent maintenant partir à la rencontre du public. Aucun des films présentés en compétition n'a été financé par une major, à l'exception de celui de Clint Eastwood, produit par Universal, et l'on ne parle pas ici seulement des grands studios hollywoodiens. Italiens, français, chinois, tous ces longs métrages étaient le produit de systèmes de production fragiles.

Avec des nuances, ils devront tous affronter les mêmes difficultés : raréfaction des écrans programmés en dehors des grands circuits commerciaux, inflation de l'offre cinématographique (au Japon, en Allemagne ou en Espagne, où l'on compte bien moins de salles qu'en France, il sort autant, sinon plus, de films chaque semaine). Il s'agit de savoir si le viatique cannois donnera le coup de pouce nécessaire pour que ces films rencontrent un public autre que confidentiel hors de leur pays d'origine.

Ce sera très probablement le cas d'*Entre les murs*, qui a suscité l'enthousiasme des spectateurs non francophones de Cannes, à commencer par le premier d'entre eux, Sean Penn. On peut aussi espérer que la cohérence du palmarès, qui tranche avec le saupoudrage des prix pratiqué par certains jurys précédents, fera office de label de

qualité et que, sur la foi du plaisir pris au spectacle d'*Entre les murs*, ces spectateurs iront voir *Linha de Passe*, *Gomorra* ou l'un de ces films que le jury a regretté de n'avoir pu primer.

**Thomas Sotinel (service culture)**

\*\*\*\*\*

## **SOCIETE / MEDECINE**

### **Mme Bachelot veut "accroître les ressources des hôpitaux" accueillant les défavorisés**

LE MONDE | 27.05.08 |

Joselyne Bachelot, ministre de la santé, a présenté, mardi 27 mai, de nouvelles mesures face aux difficultés financières des hôpitaux lors du Forum de l'hôpital public, qui se tient jusqu'au vendredi 30 mai à Paris.

**Les hôpitaux publics affichent des déficits croissants. Certains mettent en cause la tarification à l'activité, qui a remplacé le versement d'un budget global par un financement selon les actes médicaux réalisés. Que leur répondez-vous ?**

Il faut d'abord rappeler que la croissance des crédits a été de 3,2 % en 2008. La réforme du financement des hôpitaux par la tarification à l'activité constitue un progrès majeur pour la répartition des crédits. Dans un esprit de justice, je souhaite mieux prendre en compte la situation de précarité de certains patients et mieux assurer la rémunération des prises en charge les plus lourdes.

Les patients les plus précarisés séjournent toujours plus longtemps à l'hôpital, ce qui est plus coûteux pour les établissements. Il faut donc veiller à ce que l'accueil de ces patients ne soit pas dissuasif, ce qui serait contraire à nos principes de solidarité. C'est pourquoi je vais accroître les ressources des établissements ayant une proportion importante de bénéficiaires de la couverture-maladie universelle (CMU), de l'aide médicale de l'Etat (AME), du RMI ou qui sont sans solution de logement stable et durable.

**Ces nouvelles dispositions valent-elles aussi pour les cliniques privées ?**

Bien évidemment, et notamment pour celles qui sont en situation de monopole sur un territoire et qui ont signé un contrat de service public. Je souhaite moderniser ces contrats de telle sorte que les établissements privés respectent des engagements tarifaires de non-dépassement. Comment pourrait-on admettre que certains n'aient plus accès à une offre à tarif opposable? L'activité libérale à l'hôpital sera aussi davantage

encadrée.

**L'ajustement de la tarification est-il l'essentiel de votre réponse aux établissements ?**

Oui, car il y a dans nos hôpitaux des marges de progrès, essentiellement par réorganisation. Tout ce que nous faisons pour réformer l'hôpital ira dans ce sens, comme la nouvelle gouvernance, et le fait que le directeur devienne le véritable patron de l'hôpital. L'objectif fixé par le président de la République d'un retour à l'équilibre des établissements en 2012 est un impératif de gestion qui doit commencer en 2008. Je suis prête à aider ceux qui s'engagent dans un objectif et un calendrier précis; il faut des solutions sur mesure.

Nous allons continuer le programme d'investissements dit Hôpital 2012 en accordant 10milliards d'euros, selon deux priorités : nous aiderons les coopérations qui préfigureront les futures communautés hospitalières de territoire et nous favoriserons la modernisation des systèmes d'information.

**Que répondez-vous à la colère suscitée par les fermetures de services de proximité, notamment à Clamecy (Nièvre) et Carhaix (Finistère) où un millier de personnes ont de nouveau manifesté lundi ?**

L'hôpital de proximité a tout à fait son utilité. Et contrairement à ce que disent un certain nombre de personnes qui défilent derrière des banderoles, nous ne voulons pas tous les transformer en maisons de retraite. L'hôpital de proximité, c'est d'abord l'urgence, les soins courants et les soins de suite. D'ici à deux ans, 90% de la population, au lieu de 80% aujourd'hui, doit être à moins de 20minutes d'une structure d'urgence.

Je comprends les inquiétudes des élus locaux. Les établissements concernés sont déjà désertés par les populations informées. Ce sont les problèmes de sécurité récurrents qui vont faire mourir ces établissements : quand on a sur la chirurgie lourde digestive 50 % de taux de mortalité des patients à Carhaix, contre 12 % en moyenne, il y a de quoi se poser des questions. C'est la politique de restructuration que je mets en œuvre qui peut sauver ces petits hôpitaux. Ils seraient autrement voués à disparaître.

**Propos recueillis par Michel Delberghe et Cécile Prieur**

\*\*\*\*\*

**ENVIRONNEMENT – POLLUTION**

## Le WWF met en garde contre la contamination de l'homme aux PCB

LEMONDE.FR | 29.05.08 |

Le WWF *"tire la sonnette d'alarme"*, à l'occasion de la publication, jeudi 29 mai, de *"la première étude menée en France sur l'imprégnation de l'homme aux PCB"*, ou pyralènes, ces produits chimiques chlorés toxiques dont de fortes concentrations ont été relevées ces dernières années dans les poissons du Rhône.

Guillaume Llorca, responsable des investigations au WWF, à l'origine de cette étude menée par l'Association santé-environnement Provence sur un échantillon restreint (une soixantaine de volontaires), a dévoilé des résultats préoccupants : les personnes vivant près du Rhône et de la Seine, et consommant du poisson au moins une fois par semaine, présentent des taux de PCB dans le sang au moins cinq fois supérieurs au taux d'un groupe témoin en consommant peu. Pire : même des populations témoins, qui ne mangent pas ou très peu de poisson et ne vivent pas à proximité d'un fleuve pollué aux PCB sont contaminées par des PCB, à un niveau qui varie entre 5 et 15 picogrammes (millionième de millionième de gramme) par gramme de matière grasse dans le sang. *"L'étude montre aussi le rapport avec l'alimentation : les personnes mangeant régulièrement du poisson d'eau douce connaissent un taux d'imprégnation bien supérieur. Troisième constat, géographique : l'imprégnation est plus forte pour les populations vivant près du Rhône, mais aussi près de la Seine"*, explique M. Llorca.

WWF estime que l'Etat doit consacrer des budgets à la recherche sur les pathologies liées aux PCB. *"Des études menées à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en Espagne, montrent que les PCB constituent un des facteurs qui peut déclencher un cancer du sein chez la femme, du colon chez l'homme, des problèmes de fertilité, des problèmes neuro-psychiatriques au niveau des enfants, des pertes de QI..."*

Au regard de ses résultats, l'association de défense de l'environnement appelle le gouvernement à accélérer l'étude à grande échelle sur l'imprégnation de la population française aux PCB, dont le lancement a été décidé lors d'une conférence interministérielle en février. *"Le protocole est en cours de validation, l'étude doit débuter le 13 juin, mais les résultats définitifs ne sont attendus qu'en 2011, ce qui paraît loin"*, souligne M. Llorca. Il va aussi falloir travailler sur d'autres sources d'alimentation pouvant provoquer des imprégnations aux PCB – la viande, le lait, les œufs, souligne M. Llorca.

Dans l'immédiat, WWF appelle le ministère de la santé à faire de la prévention. Enfin, l'ONG estime que la pollution aux PCB est la conséquence de pratiques industrielles toujours d'actualité. *"Il faut bien sûr consacrer des moyens à la dépollution, mais aussi à arrêter cette pollution, dont nous tentons d'identifier les causes"*, précise le responsable de l'ONG.

M. Llorca estime que cette affaire montre l'urgence de la mise en œuvre, dans la loi, des décisions du Grenelle de l'environnement, "sur la mise en place de systèmes d'alerte, de prévention, et le principe pollueur-payeur".

**Claire Ané**

---

### **Les PCB, des produits chimiques autorisés jusqu'en 1987**

Les polychlorobiphényles (PCB), communément appelés pyralènes, sont des produits chimiques chlorés toxiques, probablement cancérigènes, qui ont été utilisés comme isolants ou lubrifiants par l'industrie à partir des années 1930, jusqu'à leur interdiction en 1987. Leur rejet dans l'environnement, associé au caractère persistant et non soluble de ces substances, a conduit à leur accumulation dans les sédiments des cours d'eau, puis dans les graisses de poissons de fond comme les anguilles, les brèmes ou les barbeaux.

\*\*\*\*\*

## **ECONOMIE / PROSPECTIVE**

### **Jeffrey Sachs : "Il faut changer le monde pour notre propre survie"**

LE MONDE 2 | 30.05.08

**L'économiste qui a converti les pays de l'Est à l'économie de marché est au chevet d'un monde en crise. Le "docteur choc" a fait de la lutte contre la pauvreté son nouveau combat. Avec dans sa ligne de mire les pays riches, qui ne respectent toujours pas les engagements pour l'aide au développement pris il y a quarante ans.**

En 1983, lorsqu'il devient, à 28 ans, le plus jeune professeur d'économie de l'université Harvard, Jeffrey Sachs semble promis à une brillante carrière académique. Mais son ambition se situe déjà au-delà du monde universitaire. Dans l'action. C'est ainsi qu'un jour de juillet 1985, il débarque en Bolivie pour conseiller le gouvernement pris dans une tourmente hyperinflationniste. Mission accomplie.

Fort de ce succès, Sachs devient, après la chute du Mur, l'éminence grise de nombreux gouvernements de pays ex-communistes, notamment en Pologne et en Russie où ses recettes libérales (privatisation de masse, dérégulation des prix, libre-échange) lui valent le surnom de "docteur choc". Une étiquette que ce démocrate convaincu, fils d'un célèbre avocat spécialiste du droit du travail, ne supporte guère. D'autant plus qu'il se

consacre désormais à la lutte contre la pauvreté, notamment en Afrique, en mettant l'accent sur le rôle crucial de l'aide publique au développement. Il est ainsi l'inspirateur des Objectifs du millénaire pour le développement adoptés par les Nations unies en 2000 (voir encadré page 46). Il a assuré le suivi du programme de 2002 à 2006.

A 53 ans, Jeffrey Sachs est directeur de l'Institut de la terre (université Columbia, New York), un organisme unique en son genre mêlant recherche en sciences économiques et sociales et travail de terrain. Le but : mettre la planète sur la voie du développement durable. Lui y voit de l'ambition, d'autres de la mégalomanie.

Sachs irrite en effet par son ego, son côté " *premier de la classe* " et sa fréquentation assidue des grands de ce monde, des chefs d'Etat aux stars du show-business. Mais il ne laisse jamais indifférent. Même ses détracteurs s'accordent à dire qu'il est un des seuls économistes capables de mobiliser les foules et les dollars pour le rééchelonnement de la dette des pays pauvres, les moustiquaires antipaludisme ou les engrais agricoles.

Dans son dernier ouvrage, paru aux Etats-Unis en mars, *Common Wealth, Economics for a Crowded Planet* ("*Richesse pour tous, économie pour une planète surpeuplée*", Penguin Press), il explique que la Terre est proche du point de rupture, menacée par la croissance, la surpopulation et les désastres écologiques. Proposant un " *plan Marshall* " à l'échelle mondiale, il estime qu'il faudrait y consacrer l'équivalent de 2 % à 3 % du revenu des pays riches, une " *bonne affaire* " au regard de l'immensité et de l'urgence du défi.

Entre deux avions, il a accepté de se poser dans le jardin de sa maison new-yorkaise et de répondre aux questions du *Monde 2*.

### **Crise immobilière américaine, crise alimentaire... Tout le monde semble pris de court. N'était-ce pas prévisible ?**

Non. La plupart des observateurs pensaient que la crise financière américaine se déclencherait lorsque le reste du monde cesserait de financer le déficit de la balance courante américaine. Or ce sont les marchés américains qui se sont contractés, estimant que les banques avaient prêté à tout va. C'est donc une crise financière interne et non pas la fermeture du robinet de fonds étrangers qui a été le détonateur. Peu de gens l'avaient pronostiqué.

Même chose pour les crises des matières premières. Dans mon dernier livre, j'explique que nous atteignons les limites de notre mode de vie actuel mais je n'avais pas anticipé que le baril de pétrole dépasserait les 130 dollars et que le prix du blé doublerait en un an.

Que se passe-t-il ? La crise alimentaire s'explique par un double choc : sur la production, d'une part, à cause d'épiphénomènes comme la sécheresse en Australie ou la course aux

biocarburants, et sur la demande, d'autre part, suite à la croissance rapide de l'économie mondiale, notamment en Asie.

La crise financière américaine s'explique, elle, par des années de politique monétaire très expansionniste, qui, combinées avec la déréglementation des marchés financiers, ont créé un contexte périlleux, des taux d'intérêt très bas et un taux d'épargne très faible. Il n'y a pas de lien de causalité directe entre ces deux crises mais leurs effets se cumulent.

### **Quelle est la part de responsabilité des Etats-Unis dans ces crises ?**

Je pense que le leadership des Etats-Unis ces dernières années a été le plus mauvais de l'histoire récente, et de loin. L'administration Bush a commis de terribles erreurs à commencer bien entendu par la guerre en Irak, à laquelle il faut ajouter les réductions d'impôts économiquement injustifiées et un mépris total pour le réchauffement de la planète et l'extrême pauvreté dans le monde. Il faut aussi souligner que depuis dix ans la Réserve fédérale américaine (Fed) n'a cessé d'alimenter deux grandes bulles spéculatives (Internet et l'immobilier) et a tout simplement continué à déréguler tandis que les problèmes s'aggravaient. C'est pourquoi j'estime, contrairement à beaucoup, que le règne d'Alan Greenspan [*président de la Fed de 1987 à 2006*] sera jugé sévèrement. Et je pense que son successeur Ben Bernanke, qui est lui aussi resté bien passif pendant longtemps, se retrouve confronté à un ensemble de problèmes très complexes.

### **Si vous êtes nommé au gouvernement des Etats-Unis demain, que faites-vous ?**

D'abord je retire les troupes d'Irak et je renonce aux réductions d'impôts de Bush. Cela libérerait 450 milliards de dollars par an de deniers publics. Je les utiliserai pour assurer les 50 millions d'Américains qui ne sont pas couverts par l'assurance-maladie, pour promouvoir les investissements dans les pays les plus pauvres, pour investir dans le développement durable (notamment l'énergie, l'eau, la pêche). Je mettrai fin aux subventions pour les biocarburants comme l'éthanol et j'en garderai une partie pour réduire le déficit budgétaire. Autant de mesures qui devraient être prises mais autant de raisons pour lesquelles je ne serai pas élu président... La crise alimentaire est selon vous un signe avant-coureur du diagnostic développé dans votre dernier livre. N'êtes-vous pas trop alarmiste ? Souvenez-vous de cette devinette : si sur un point d'eau donné le nombre de nénuphars double chaque jour et qu'ils recouvrent toute la surface au bout de trente jours, quand le nombre de nénuphars recouvriront-ils la moitié du point d'eau ? Réponse : le 29e jour. Je pense que nous sommes au 29e jour. Nous avons laissé les choses évoluer en se disant qu'on avait le temps. Et aujourd'hui, nous sommes 6,7 milliards d'habitants, le PNB mondial atteint les 70 trillions de dollars, nous infligeons des dommages sans précédent à notre environnement et nous voulons avoir une croissance de 5 % par an comme si de rien n'était. Cela signifie un doublement de la taille de l'économie mondiale tous les quatorze ans.

Si la population continue à croître à ce rythme, nous serons près de 12 milliards en 2050. Et si nos industries continuent à produire de la même façon, la concentration de dioxyde

de carbone dans l'atmosphère aura doublé à cette date. C'est pour cela que je parle de 29e jour. Produire à nouveau 70 trillions de dollars avec nos technologies actuelles, dans notre environnement et avec une population qui croît de 80 millions par an, ce n'est tout simplement pas réalisable ! Il ne s'agit pas de faire peur ou de faire du malthusianisme de bas étage... Tout cela est fondé sur des constats.

Que faire ? Les principales contraintes physiques auxquelles nous sommes confrontés – l'eau, l'habitat, l'énergie, les émissions de dioxyde de carbone, la pêche, etc. – ne doivent pas le rester. En utilisant des technologies éprouvées, nous pouvons résoudre toutes les difficultés agricoles, industrielles, démographiques ou environnementales. Et à moindre coût ! Le problème, c'est que nous n'essayons même pas de les résoudre. Nous avons besoin de gouvernements qui se soucient vraiment de l'environnement et de la recherche de nouvelles sources d'énergie, de l'approvisionnement en eau et en nourriture, ainsi que de l'augmentation globale de la population et de ses conséquences pour les plus pauvres des pauvres. Actuellement, rien n'est fait. C'est alarmant. Au cours de la campagne présidentielle américaine actuelle, ces questions ne sont même pas abordées. George Bush a beaucoup parlé de la nécessité de développer des sources d'énergie alternative mais il n'a rien dépensé pour y parvenir. Où va tout notre argent public ? A la guerre.

Les pays riches se sont engagés en 1970, devant l'ONU, à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement. La conjoncture actuelle leur fournira-t-elle une excuse pour ne pas atteindre ce seuil ? Ils peuvent brandir le retournement de la conjoncture comme excuse, le fait est qu'ils sont en mesure de payer 0,7 % de leur richesse nationale quelle que soit la situation économique pour la bonne et simple raison qu'il ne s'agit que... de moins de 1 % ! C'est une décision de nature politique. Les pays occidentaux cherchent de toute évidence à ne pas tenir leurs promesses. Mais je ne suis pas prêt à les laisser faire.

**Vous prétendez que les grands problèmes de la planète peuvent être réglés si la communauté internationale y met les moyens. Vous dites notamment qu'avec 70 milliards de dollars d'aide par an, l'Afrique pourra se passer d'aide au développement en 2025. Vous rêvez ?**

Les gens qui disent que je suis fou sont soit ceux qui estiment que la situation est désespérée, soit ceux qui jugent qu'il faut laisser la nature faire. Il y a aussi une troisième variante de ce scepticisme selon lequel l'aide est nécessaire mais nous sommes incapables de l'acheminer à bon port. C'est une vision totalement erronée, une vision pathétique du monde ! Un de vos principaux détracteurs, l'économiste William Easterly (Université de New York), dénonce, notamment dans son livre *The White Man's Burden* (" *Le fardeau de l'homme blanc* ", 2006, Penguin Press), les résultats mitigés des milliards consacrés à l'aide au développement depuis cinquante ans. Il estime que vos appels pour un nouvel effort massif connaîtront le même sort... Les Etats-Unis consacreront plus au

budget du Pentagone dans la seule année 2008 que le monde entier n'a donné à l'Afrique dans toute l'histoire. Y avons-nous vraiment déversé des torrents d'argent ? Non. Avons-nous déjà distribué massivement des moustiquaires antipaludisme ? Non. Et quand nous avons essayé de le faire, cela a-t-il échoué ? Non, au contraire. Avons-nous entrepris une campagne massive de vaccination contre la rougeole ? Oui. A-t-elle fini en corruption généralisée ? Non, cela a donné une réduction de 91 % de la mortalité due à cette maladie.

Voilà ce qui a été réalisé depuis 2000. Je ne propose pas de donner de l'argent sans contrôle mais pour des actions précises. Que peut-on faire ? Comment ? Qu'est-ce qui a marché ? Voilà ce à quoi les esprits critiques devraient réfléchir. Ce qui me rend fou, c'est qu'il n'y a pas cinq plans pour éradiquer le paludisme, il n'y en a qu'un seul et quatre personnes qui tirent dessus à boulets rouges ! Les Objectifs du millénaire, dont vous êtes le principal auteur, ne seront pas atteints par de nombreux pays, notamment les plus pauvres... Ils ont été rédigés en fonction de l'argent promis. Les pays riches remplissent-ils leurs engagements ? Non. Donc l'Europe et le Japon peuvent continuer à les négliger, les Etats-Unis peuvent continuer à faire la guerre et les objectifs échoueront, le monde perdra espoir et aura manqué une occasion de remédier à ses maux... Faut-il rester les bras croisés jusqu'en 2015, constater à ce moment-là que les objectifs auront échoué et blâmer Jeff Sachs ? Cette passivité généralisée n'est pas acceptable. Votre ministre des affaires étrangères a créé Médecins sans frontières, qu'il soutienne donc les Objectifs, que la France tienne ses promesses de financement ! En 2007, l'aide au développement provenant des pays industrialisés a baissé par rapport à 2006. A qui la faute ? Vous affirmez que l'Afrique souffre de sa géographie plutôt que de ses gouvernants. Vous semblez ignorer des facteurs comme l'absence de démocratie, la corruption ou les inégalités sociales... J'ai dit à de nombreuses reprises que je ne suis pas favorable à un programme d'aide à Robert Mugabe, au Zimbabwe, ou à d'autres dictateurs du même genre. Mais c'est là aussi une fausse excuse. Il y a beaucoup de pays prêts à absorber une aide massive comme le Ghana, le Sénégal, le Mali ou la Tanzanie, qui sont stables, démocratiques, en paix, et qui n'obtiennent pas les fonds non plus. La Banque mondiale leur répète : *" Ne croyez pas aux Objectifs du millénaire, vous n'y parviendrez pas et l'argent promis n'arrivera pas. "* Vous êtes un partisan d'un *" grand bond en avant "*. Ne risquez-vous pas ainsi d'ignorer les particularités locales, politiques ou culturelles ? Naturellement, je crois que chaque communauté doit avoir son espace, sa liberté d'action, que sa culture doit être prise en compte. Les actions que je supervise dans une douzaine de villages-pilotes du millénaire en sont la preuve : ce sont les habitants qui décident de l'utilisation des moyens et des technologies que nous leur fournissons. Mais en ce qui concerne l'éradication de la variole, la lutte contre la polio ou la rougeole, la distribution de moustiquaires ou d'engrais, il faut agir de façon globale, systématique et rapide. Et je ne vois pas de contradiction entre ces deux modes d'action. Quand vous travaillez aux urgences, vous avez intérêt à travailler vite.

Je ne suis pas un révolutionnaire : je demande que 0,7 % de notre richesse soit consacrée à extirper des gens de la misère absolue grâce à des moyens reconnus.

" *Docteur choc* " s'est-il converti à la lutte contre la pauvreté ? Non. Je crois et j'ai toujours cru en une économie mixte car il y a certaines choses que le marché ne peut réguler comme l'environnement ou la recherche scientifique. Je tiens à rappeler qu'en 1985, j'ai été le premier universitaire américain à réclamer l'annulation de la dette extérieure de la Bolivie. Est-ce que c'était une grande idée de droite ultralibérale ? En Europe de l'Est après la chute du communisme, dans des pays occupés par l'armée rouge pendant quarante-cinq ans, il fallait laisser les marchés faire leur œuvre. A chaque problème, il fallait trouver une solution appropriée.

**Star parmi les économistes, vous avez un accès privilégié à de nombreux gouvernements et aux Nations unies. C'est un atout ?**

Bien sûr. La mobilisation internationale a été déterminante sur les questions de santé comme le sida et le paludisme ou sur l'annulation de la dette des pays pauvres, et j'en suis fier. Depuis quatre ans, je répète qu'il faut aider l'Afrique à produire plus de nourriture, à faire sa " *révolution verte* " comme l'Inde dans les années 1960. Et je propose des solutions, même si elles ne plaisent pas à tout le monde. Ainsi, lorsque j'ai préconisé que le Malawi mette en place un système de subventions agricoles, l'agence britannique du développement a hurlé au loup. Trois récoltes réussies plus tard, est-ce que je crie sur tous les toits " *Regardez, ça marche, faisons-le ailleurs* " ? Bien entendu ! Evidemment, les donateurs n'aiment pas que je leur rappelle constamment ces vérités qui dérangent... Vous avez incité des stars comme le chanteur Bono ou l'actrice Angelina Jolie à s'investir dans la lutte contre la pauvreté. Ne craignez-vous pas que ce soit un phénomène de mode ? Le grand public doit comprendre qu'il faut agir vite et qu'il y a des mesures importantes à prendre pour changer la donne. Que ce soit les " *pavés* " scientifiques, les discours, un concert de U2 ou le travail de terrain, tout cela participe du même effort de mobilisation. Il faut changer le monde pour notre propre survie.

**Vous faites très souvent référence à John F. Kennedy. Pourquoi ?**

Au cours de la dernière année de sa vie, il a contribué à sauver le monde. La " *crise des missiles* " à Cuba, en 1962, nous avait amenés au bord de l'autodestruction et il a su trouver une issue pacifique. Ayant réalisé à quel point nous avions frôlé le désastre, il a passé le reste de sa vie à convaincre les Américains que l'ère de la confrontation devait laisser place à celle de la coopération. Je ne cesse de combattre le cynisme. JFK répétait : " *Ayez l'audace de réussir, tentez, ne croyez pas que nous soyons condamnés.* " Il m'inspire profondément. Trop de gens pensent que nous ne pouvons rien faire.

**Propos recueillis à New York, par Marc Perelman**

---

**Les Objectifs du millénaire**

Jeffrey Sachs a inspiré les Objectifs du millénaire pour le développement, à atteindre d'ici à 2015, qui ont été adoptés par les Etats membres de l'ONU en 2000. L'Institut de la terre de l'université Columbia, dirigé par Jeffrey Sachs, a ensuite élaboré avec l'ONU, en 2005, le projet des villages du millénaire. Douze communautés, dans dix pays (Sénégal, Mali, Ghana, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Malawi, Tanzanie, Kenya, Ethiopie), ont mis en place un programme fondé sur les critères définis en 2000 : Pauvreté. Réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour.

**Education.** Donner accès à l'enseignement primaire à tous en s'attaquant aussi aux inégalités entre sexes.

**Santé.** Réduire de deux tiers la mortalité infantile ; diminuer de trois quarts celle liée à la maternité ; stopper la propagation du sida et du paludisme.

**Eau potable.** Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'y a pas accès.

**Economie.** Poursuivre la mise en place d'un système commercial ouvert et non discriminatoire et, enfin, augmenter l'aide publique et alléger la dette.